

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE

SUR LA

FILATURE DE LA SOIE

(Organisation Économique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Mars 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Jacques GOT

Président : M. TRUCHY, professeur
Suffragants { *MM. JAY, professeur*
 DESCHAMPS, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, Editeurs

15, rue Racine, 15

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

THÈSE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE

SUR LA

FILATURE DE LA SOIE

(Organisation Économique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Mars 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Jacques GOT



Président : M. TRUCHY, *professeur*

Suffragants { MM. JAY, *professeur*
DESCHAMPS, *professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, Editeurs

15, rue Racine, 15

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

On ne s'étonnera pas que quelqu'un ait pu dire :
« Cette si vieille et si multiple industrie de la soie. »

En effet, ce n'est pas l'histoire qui manque au
« tissu royal ». On savait le fabriquer déjà vingt-
cinq siècles avant notre ère (1). Et dès ces temps
reculés on put admirer dans l'industrie de la soie,
mieux que partout ailleurs, la connivence de l'agri-
culture et de l'industrie, puisque c'est de la culture
du mûrier que dépend directement la sériciculture,
la première des branches si nombreuses de cette
industrie qui avec ses filatures de soie grège et de
déchets de soie, avec ses moulins, avec ses usines
de tissage, de teinture et d'impression fait vivre

1. Nos soldats ont, en effet, trouvé à Pékin dans l'enceinte
impériale, une pagode vouée au culte de Siling-Chi (femme
de l'empereur Hoang-Ti, 2697 avant Jésus-Christ). Chaque
année, les princesses dirigeaient une éducation et célébraient
par ce rite la première protectrice des vers à soie.

aujourd'hui encore en France près de 600.000 personnes (1).

Aussi, a-t-elle fait l'objet de nombreuses études tant au point de vue historique que technique ou même économique. Cependant, ce dernier point de vue nous paraît avoir été le moins bien traité en ce sens que l'étude économique de l'industrie de la soie a été faite, le plus souvent, à un point de vue trop général.

C'est pourquoi afin que l'étude que nous nous proposons de faire offre de l'intérêt, de la précision, de la clarté, nous consacrerons ces quelques pages à la filature de la soie : nous essaierons d'établir la situation économique de la soie en France.

Nous avons cherché à suivre la soie depuis son arrivée en balles de cocons indigènes ou étrangers à la filature jusqu'à sa sortie de l'usine sous forme de fil grège en analysant les conditions d'achat des cocons, la fabrication de la soie et la vente de la soie. Nous avons donné un aperçu de la condition physique et morale des travailleurs dans les filatures.

Nous ne craignons pas d'encourir le reproche d'avoir fait trop de citations, parce que nous sommes

1. On compte environ :

15.000 fileuses ou ouvrières employées dans les filatures ;

140.000 sériciculteurs ;

400.000 ouvriers dans les usines de tissage, dans les moulins ou les ateliers de bonneterie.

persuadés qu'une interprétation ne vaut jamais le texte lui-même et que de même que l'eau puisée à sa source est toujours meilleure que celle que l'on prend le long de son cours, la citation textuelle conserve à l'esprit de l'auteur toute son originalité et toute sa verve spirituelle.

Nous donnons aussi souvent des chiffres. On ne peut contester leur avantage. Cependant, nous devons faire remarquer que souvent ils ne sont qu'approximatifs ; ils représentent des moyennes : aussi, les donnons-nous sous toutes réserves avec le désir qu'on ne leur prête pas une rigueur trop mathématique.

Nous prendrons nos exemples dans les Cévennes ; ce « faite d'entre deux mers et cette branche de fougères » (Martel, mot *Cévennes*, *Grande Encyclopédie*) et cela parce que nous sommes mieux en état de les connaître. De plus, les deux départements où s'étendent ces montagnes, le Gard et l'Ardèche, tiennent la tête au point de vue de la production. Ils ont chacun une récolte moyenne de deux millions de kilogrammes de cocons par an, soit près de la moitié des cocons récoltés en France ; de même, ils filent à eux deux plus de la moitié des soies obtenues en France chaque année (1).

1. En 1908, d'après les documents recueillis par le ministère de l'Agriculture et publiés par le Syndicat de l'Union des

Pour la qualité aussi la « soie cévenole » n'a d'autre rivale que la soie piémontaise ; encore, le « cocon des Cévennes » est-il le plus lourd qu'il soit au monde, son poids moyen est de 802 milligrammes, tandis que le cocon « piacenza » ne vient après lui qu'avec 752 milligrammes. Il n'en est aucun dont le grain soit aussi serré.

Enfin, avant de commencer cette étude, nous voulons répéter en le faisant nôtre, ce mot de cet éminent sériculteur et filateur que fut Natalis Rondot : « Quelque sincérité et quelque soin que nous ayons apportés à ces recherches, on ne peut ni se garder de ses propres inexactitudes, ni redresser celles des conseillers les plus éclairés... »

Marchands de soie de Lyon, dans la statistique de la production de la soie en France et à l'étranger, la récolte des cocons frais a été en France de 8.409.499 kilos avec dans le Gard 2.251.361 kilos et dans l'Ardèche 1.926.285 kilos.

Pour la même année, — c'est la dernière statistique publiée, — le ministère du Commerce et de l'Industrie indique dans l'annexe IV de son opuscule *Primes à la filature de la soie* qu'il a été filé en France 684.500 kgr. 531 de soie française et 108.087 kgr. 936 de soie étrangère, soit au total 792.597 kgr. 467. Or, il a été filé dans les usines de l'Ardèche 178.200 kgr. 095 de soie française et 15.568 kgr. 165 de soie étrangère, et dans le Gard 291.260 kgr. 116 de soie française et 45.049 kgr. 731 de soie étrangère.

CHAPITRE PREMIER

LES APPROVISIONNEMENTS

Tandis que le lin, le coton, le chanvre, la ramie, l'alfa, etc., sont des textiles d'origine végétale, la soie est comme la laine d'origine animale.

Tout le monde sait, en effet, que le fil de soie se trouve dans le cocon qui est le produit d'une petite chenille le « Bombyx du mûrier » appelée communément ver à soie.

Le cocon est la seule et unique matière première de la filature. Il se présente comme l'œuf dont tout le reste est sorti. Le papillon qui sort du cocon est un être sans force qui volète à peine, qui ne prend aucune nourriture et qui vit quelques jours, le temps nécessaire à la reproduction de l'« espèce ».

C'est au moment des fortes chaleurs, en général pendant le mois de juillet, que la femelle du papillon pond une grande quantité d'œufs, de quatre à cinq cents. Ils sont tout petits puisqu'il en faut 1.500 à 2.000 pour faire un gramme, et on les désigne dans

la langue agricole sous le nom de « graines ». Une petite chenille, noire, naît de cette « graine » vers le mois d'avril et pendant sa courte existence d'une trentaine de jours subit quatre crises dangereuses. A la fin de cette période, quand elle a bien mangé, quand elle est repue, on la voit ramper lentement le long des rameaux de bruyère qu'on a eu la précaution de placer sur la claie : puis elle bave le fil de soie, s'en formant une demeure dans laquelle elle s'emprisonne : le cocon est produit.

La récolte des cocons est annuelle ; cependant, certaines races dites « bivoltines » et « polyvoltines » permettent deux ou trois élevages successifs.

Mais comme ces dernières donnent des cocons de qualité inférieure, elles sont abandonnées par les sériciculteurs français qui ont intérêt à avoir une récolte moins abondante, mais de qualité supérieure.

C'est qu'en effet le cocon jaune, blanc ou vert a une valeur d'autant plus grande que son fil est plus abondant, plus tenace, plus élastique.

Aussi tous les efforts de la sériciculture française tendent-ils à l'amélioration de la race ; avec succès d'ailleurs, puisque notre cocon des Cévennes reste sans rival : avantage d'autant moins contestable que ce produit se trouve sur tous les marchés du monde. Car, le ver à soie vivant sous tous les climats, la soie est récoltée dans toutes les contrées du globe.

La filature française trouve donc facilement à compléter ses approvisionnements à l'étranger. C'est un fait important à signaler, car, comme nous le verrons plus loin la matière première n'est pas très abondante sur le marché français, et il est évident que la question des approvisionnements est primordiale pour toute industrie.

L'achat des matières premières fait à propos facilite la marche régulière sans à-coups et sans chômage. Il peut au contraire rapidement devenir un danger et occasionner des mécomptes s'il n'est pas prévu avec le sentiment exact de la situation : en effet, un approvisionnement insuffisant expose le producteur aux fluctuations du marché, par conséquent à une hausse exagérée survenant inopinément à moins que suspendant le cours des opérations il ne consente à tous les inconvénients du chômage : dans les deux cas, ce sont des pertes certaines.

On distingue deux marchés :

Le marché national qui est en fait essentiellement temporaire et le marché international qui est pour ainsi dire permanent. Le premier est ouvert en France immédiatement après la récolte des cocons et ne dure que quelques semaines. D'abord parce que les cocons frais ne se conservent pas longtemps : après huit ou dix jours la chrysalide tend à s'échapper de son enveloppe et le cocon percé n'a aucune ou presque aucune valeur marchande. Et puis, parce

que le sériciculteur a besoin sans trop de retard, d'argent comptant pour régler ses frais de chambrée et pour payer ses impôts.

Autrefois, les marchés intérieurs jouaient un grand rôle dans la vente des cocons indigènes frais ou secs. Les quelques marchés séricicoles des Cévennes qui subsistent encore, quoique déchus de leur ancienne importance, sont dans le Gard : Saint-Ambroix, Alais, Saint-Hippolyte ; dans l'Ardèche : Aubenas ; dans le Vaucluse : Avignon. Ils durent une quinzaine de jours et se tiennent vers le milieu du mois de juin.

Aujourd'hui par suite de la quantité réduite de l'élevage des cocons, ces marchés sont loin d'être ce qu'ils ont été. Ils ne sont plus qu'un lieu de rendez-vous pour les courtiers en cocons. Et encore les courtiers se rencontrent-ils là, peu nombreux, parce qu'ils préfèrent aller eux-mêmes dans les campagnes se rendre compte de l'état de la récolte.

Ils renseignent alors la filature sur les ressources du marché intérieur et jouent ainsi entre les filateurs et les sériciculteurs un rôle sans doute important, mais qui doit être apprécié sévèrement.

D'abord, envers les sériciculteurs, ils usent encore de nos jours, de procédés que nous trouvons mentionnés et condamnés, déjà au XVIII^e siècle, dans le « Mémoire des consuls de Bagnols » (1755) :

A l'époque des achats de cocons « les marchands courent d'une maison à l'autre les mains pleines de lettres de leurs

correspondants de Lyon, pour faire croire à une baisse prochaine du prix des soies et décider ainsi les paysans à céder tout de suite leurs cocons ».

D'autre part, les filateurs aussi sont dupés. M. Laurent de L'Arbousset nous l'explique ainsi :

Les achats de cocons aujourd'hui sont confiés 95 fois sur 100 à des courtiers qui n'ont aucune connaissance de la marchandise. Prenant la récolte de leurs amis et connaissances, ils vont la recevoir et la peser dans la magnanerie même ; le poids et la qualité sont reconnus définitivement pour le vendeur à ce moment, et, dans la généralité des cas font foi aussi pour l'acheteur. Ce dernier supporte les erreurs, et il y en a — la mauvaise qualité, et il y en a — les pertes de poids et il y en a — il paie en plus du prix des cocons une commission de 0 fr. 10 par kilo, de sorte qu'on évalue le coût de cette méthode de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 par kilo, soit 4 fr. 20 par kilo de soie.

Mais alors, dira-t-on, pourquoi les filateurs et les sériciculteurs, qui ont tant à se plaindre des intermédiaires, ne cherchent-ils pas le remède à un état de choses aussi préjudiciable à leurs intérêts ? Le remède, ils le connaissent. Ils savent qu'il faudrait, comme le dit M. Gide, que le producteur et le consommateur se mettent directement en relations : les intermédiaires seraient ainsi supprimés ou du moins leur nombre serait réduit au minimum.

Et, les sériciculteurs se sont groupés en association en vue de la vente. Ces syndicats sont arrivés à assurer à leurs associés un bénéfice de 0 fr. 10 à 0 fr 20 sur le prix habituel (1).

Ce bénéfice serait même plus grand, si les essais faits par quelques éducateurs, pour étouffer les chrysalides dans des étouffoirs coopératifs, avaient été suivis de succès. Les producteurs de cocons pourraient ainsi échapper à cette sorte de loi d'airain qui résulte de la nature même de leur marchandise, qu'ils sont obligés de vendre dans un espace de temps très court. S'ils pouvaient la conserver plus longtemps, les stocks des syndicats de vente considérablement augmentés, permettraient aux filateurs de ne faire leurs achats, qu'au fur et à mesure de leurs besoins, à des prix qui suivraient de plus près le cours de la soie.

De cette façon, la filature ferait ses approvisionnements comme le conseillait J.-B. Say.

Partout, écrivait-il, où l'on peut facilement se procurer en tout temps les choses dont on a besoin, il ne convient pas de faire de gros approvisionnements, ils occupent de la place, se détériorent et sont exposés à devenir la proie des animaux et des voleurs, enfin, ce sont des valeurs mortes.

1. L'Union des syndicats des Cévennes vendait déjà en 1902 pour 500.000 francs de cocons.

des capitaux oisifs qui pourraient rapporter un revenu. Les meilleures provisions, les plus complètes, celles qui coûtent le moins à garder et que l'on court le moins de risques de perdre se trouvent chez le marchand ».

Enfin, on ne verrait plus sur le marché national, entre les acheteurs de cocons, cette concurrence poussée à ses extrêmes limites, que l'on a si bien dénommée « fièvre du cocon » et qui a introduit dans les marchés français des pratiques et des usages incompatibles avec toutes les règles du commerce et avec une saine logique.

Est-il, en effet, plus grande imprudence de la part d'un industriel que d'acheter, comme le fait le filateur, la moitié, voire la totalité de ses approvisionnements pour toute l'année au plus haut prix de la saison ?

On peut dire qu'aujourd'hui où les conditions de la vie économique sont toutes changées, où les moyens de transport sont nombreux, rapides et bon marché, le problème industriel réside presque exclusivement, hors de l'usine, dans l'achat des matières premières et l'écoulement des produits. Il n'y a plus qu'un problème commercial : pour une période déterminée, les salaires, la force motrice, l'éclairage, l'amortissement du matériel et des établissements sont des données fixes et invariables sur lesquelles aucun profit nouveau n'est réalisable. Mais ce qui varie, ce

qui change, ce qui en un mois peut donner la fortune ou amener la ruine c'est le coût de la matière première et ce sont les prix du marché des produits.

Les industriels doivent donc suivre avec grand soin ces deux cours.

Suivant les époques et les circonstances, il y a des variations de prix, comme en témoigne d'ailleurs régulièrement le *Bulletin de la condition des soies de Lyon* publié chaque semaine par le *Journal officiel*.

Pour nous servir d'une formule très ancienne et très simple, employée dans les traités d'Économie politique, on dit que le prix d'une marchandise varie en raison directe de la demande et en raison inverse de l'offre.

Le prix des cocons devrait être d'autant plus élevé qu'ils sont plus rares.

Mais il s'agit ici d'une marchandise pour laquelle la loi de l'offre et de la demande n'agit pas rigoureusement.

En premier lieu, il faut tenir compte du cours international de la soie : plus bas sera ce cours, moins cher seront payés les cocons.

D'autre part, les sériciculteurs doivent se hâter de vendre, car, si les chenilles perçaient le cocon, ce serait pour eux une perte considérable.

Dans ces conditions, les parties s'observent, les courtiers s'agitent et généralement les opérations se

font au premier marché : mais, le prix n'est pas fixé. On achète par exemple au prix minimum de 3 francs avec la plus-value du marché suivant.

Le cours a varié sensiblement d'année en année.

Sans trop s'arrêter au chiffre exceptionnel de 8 à 9 francs le kilogr., on verra dans le tableau que nous donnons ci-dessous des prix moyens des cocons pendant ces dernières années, que d'une année à l'autre les prix pratiqués font ressortir des diminutions ou des augmentations de 1 fr. 50 et même plus.

On a payé le kilogr. de cocons(1) :

En 1868.....	9.50	1896.....	2.95
1869.....	7.94	1897.....	2.95
1870.....	7.57	1898.....	3.50
1875.....	4.87	1899.....	4.15
1878.....	4.50	1900.....	3.35
1880.....	4.97	1901.....	2.95
1888.....	3.73	1902.....	3.60
1889.....	3.56	1903.....	4.05
1890.....	4.09	1904.....	2.95
1891.....	3.14	1905.....	3.45
1892.....	3.60	1906.....	3.65
1893.....	5.60	1907.....	4.30
1894.....	2.65	1908.....	3.00
1895.....	3.20	1909.....	3.70

1. Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger publiée par l'Union des Marchands de soie de Lyon. Ce sont aux chiffres de cette statistique que nous nous référerons dans la suite de cette étude.

Ces chiffres nous indiquent que le prix du kilogr. de cocons a baissé depuis quarante ans dans une proportion de 60 o/o.

Nous n'en rechercherons pas les causes.

Il suffit que le fait soit signalé.

Notre but est de suivre le filateur dans les différentes opérations de son industrie, nous éviterons donc les développements subsidiaires.

Pour faire ses achats le filateur, nous l'avons dit, a recours au courtier. Celui-ci, dans les premiers jours de juin, réunit toutes les informations qu'il a sur la récolte et fait les offres au filateur en lui fournissant des échantillons. Le filateur fait ses achats entre le 15 juin et la fin du mois. Le courtier qui a réussi une vente, en supposant qu'il n'ait pas joué sur le prix, reçoit une commission de 0 fr. 10 par kilo de cocons ; il doit présider au transport, au pesage des cocons et à la réception pour la qualité de la marchandise. La livraison de ces cocons frais peut être faite immédiatement ou sous forme de cocons secs et le contrat de vente est alors ainsi conçu :

Par présent traité fait et signé en double exemplaire
M. de vend, par l'intermédiaire de M.,
courtier à M...., filateur à, qui accepte, la quantité
de.... kilos, 2 o/o près en plus ou moins, cocons jaunes
croisés, premier choix de la récolte 190., au prix
de..... à rendement de 4 pour 1, essai fait par la

condition de Marseille. La livraison aura lieu chez le vendeur en un seul lot.

Cette vente est faite aux conditions habituelles : paiement comptant à la réception de la marchandise et règlement définitif, après la rentrée des essais ; demi-frais d'essai à la charge du vendeur.

La condition de « rendement » est la condition principale et particulière de ces sortes de contrats de vente.

L'expression « à rendement de 4 pour 1, essai fait par la condition des soies de Marseille » signifie que 4 kilos de cocons doivent produire 1 kilogr. de soie.

Quant au règlement, il se fait de la façon suivante :

Soit l'achat de 400 kgr. 980 cocons blancs Turkestan à 13 fr. 50 pour 4.

L'acheteur a versé à la réception de la marchandise un acompte de 4.500 francs.

Ce ne sera qu'après la rentrée des essais qu'aura lieu le règlement définitif. S'il faut plus de 4 kilos pour faire 1 kilo de soie, le kilogr. de cocons ne vaudra pas 13 fr. 50 et au contraire s'il en faut moins de 4 kilos, chaque kilogr. de cocons ressortira au-dessus du prix de 13 fr. 50.

Dans l'espèce, les 4 kilos de cocons Turkestan prélevés à la réception de cette petite partie, par les soins de la condition des soies (il n'a été prélevé que des essais de 1 kilo vu le peu d'importance du stock) ont

donné après essais 0 kgr. 853.680 de soie, ce qui fait ressortir le kilogr. de ces cocons, achetés à 13 fr. 50, à 11 fr. 52468 : donc, l'acheteur au lieu d'avoir à verser au total 5.413 fr. 23 qui serait le montant de sa facture, si l'essai avait donné 1 kilo juste de soie pour l'essai fait des 4 kilos de cocons, n'aura à payer que 4.621 fr. 15 qui est le montant des 400 kgr. 980 des cocons Turkestan $\times$ 11 fr. 52468 — le contraire aurait eu lieu si les 4 kilos d'essai avaient donné un rendement de soie supérieur à 1 kilo.

L'acheteur ayant versé à la réception de la marchandise 4.500 francs n'aura donc plus à payer pour règlement définitif de cette partie que 121 fr. 15. Il y a « bonification à la livraison » de 1 fr. 97532 par kilo.

La filature ne trouve sur le marché intérieur que 7 millions et demi de kilos de cocons indigènes. Or, comme elle a besoin de 10 millions de kilos de cocons, pour ne pas chômer, l'importation étrangère lui fournit ce complément. Les cocons du Levant, de l'Asie centrale, de l'Anatolie, de la Syrie, de la Turquie, de la Bulgarie, de la Perse, du Caucase ou de l'Extrême-Orient, de la Chine et du Japon arrivent sur le port de Marseille.

Le courtier qui est en relation avec une maison de commission de Marseille présente au filateur un sac d'échantillons de 1 ou 2 kilos. Le prix d'achat est, soit tant par kilo de cocons, soit au rendement de 1 kilo de soie par 4 kilogr. de cocons.

Pour déterminer ce rendement on opère de la façon suivante :

Soit l'achat de 15 balles de cocons. A la réception de ces cocons un délégué de la condition publique des soies constitue une balle par prélèvements (1) sur chacune des 15 balles, puis le mélange étant parfait, il divise ce prélèvement en 4 essais dont 3 sont envoyés à 3 filateurs différents et le dernier à un quatrième s'il y a entre l'un des 3 premiers essais une différence de 10 o/o.

La facture d'un achat de cocons secs se libelle ainsi :

Vente du 14 décembre 1908.

1.000 kilos cocons blancs, Kutaïs 1^{er} choix à 9 fr. 60 (4) franco char :

Livraison P. S. n° 109	$\frac{109}{124} = 16$ balles K	1.038,5
		25,6 tare
		<u>1.012,9</u>
4 ^e Essai		<u>2</u>
		1.014,9 à frs. 9,60 (4)

Les trois essais envoyés à la filature ont donné pour 2 kilos de cocons :

Premier essai.....	0,536680
Deuxième essai.....	0,561660
Troisième essai.....	0,565540
Total.....	<u>1,663880</u>

1. Habituellement jusqu'à 1.000 kilos on prélève des essais de 2 kilos ; de 1.000 à 2.000 kilos des essais de 3 kilos et au-dessus des essais de 4 kilos.

Il faut donc 3 kgr. 60602 de cocons pour faire 1 kilo de soie : de sorte que le kilo de cocons vaudra 10 fr. 648 au lieu de 9 fr. 60.

Le filateur qui fait des essais est payé environ :

20 fr.	pour un essai de 4 kgr.
16 fr.	— 3 kgr.
12 fr.	— 2 kgr.
8 fr.	— 1 kgr.

et la condition publique de soie de Marseille rédige, pour l'achat que nous prenons comme exemple, la facture suivante :

Frais, filature, port, timbre.....	48 fr.
Conditionnement.....	8 fr. 40
Opérations.....	11 fr.
Fourniture sacs.....	4 fr.
Total.....	71 fr. 40

Ces frais restent à la charge : moitié au vendeur, moitié à l'acheteur.

Ces marchés sont en général conclus au comptant, mais ils peuvent l'être à terme.

Les marchés à terme, sont cependant plutôt rares parce que la spéculation ne joue pas dans l'industrie soyeuse, un rôle aussi grand et aussi désastreux, que dans l'industrie cotonnière. On n'y rencontre que rarement des spéculateurs de « ces hommes

qui n'ont jamais tissé, ni filé, qui n'ont jamais touché une balle de cocons et qui pourtant font la loi sur les marchés de soie (1). »

En s'approvisionnant sur le marché intérieur, le filateur achète des cocons frais, le marché extérieur ne lui offre que des cocons secs.

Sans doute pour ses achats, le filateur sait bien que 3 kilos (exactement 3 kgr. 32) de cocons frais valent 1 kilo de cocons secs, mais a-t-il un intérêt à préférer les uns aux autres ?

On fait remarquer que le cocon est plus facile à examiner au point de vue de ses qualités alors qu'il est encore frais ; d'autre part, en achetant les cocons sur les marchés séricicoles de sa région le filateur achète un cocon dont il connaît la provenance et le rendement non seulement au point de vue de la quantité, mais au point de vue — très important pour la soierie lyonnaise — des qualités.

Enfin, il est très important que le filateur puisse faire subir lui-même aux cocons frais l'opération industrielle de l'étouffage, il connaît mieux ainsi son cocon, et aussi il le prépare mieux.

Mais, le filateur qui achète des cocons indigènes les paie comptant : il est obligé de faire un déboursé immédiat considérable et il doit les acheter au moment de la récolte, alors qu'il ne prévoit pas

1. Congrès international de l'industrie cotonnière qui s'est tenu à Zurich au mois de mai 1904.

encore ce que sera ultérieurement le marché de la soie ; avec les cocons secs étrangers, au contraire, il peut organiser et répartir ses achats selon les cours du marché international des soies en immobilisant des capitaux minimes. Il a donc naturellement tendance à s'approvisionner de cocons étrangers plutôt que de cocons français. Et c'est précisément pour empêcher que les cocons étrangers ne soient introduits dans le seul but d'impressionner les cours que l'article 5 de la loi du 11 juin 1909 ne permet leur circulation en France qu'en vertu d'acquets à caution garantissant leur prise en charge dans une filature ou leur reexportation.

Maintenant que nous savons où et comment le filateur peut faire ses approvisionnements, il nous reste à déterminer d'après quelles bases il les fera.

Le filateur questionné sur ce sujet répond qu'il achète des cocons frais pour faire marcher son usine pendant trois mois. Il indique ensuite que pour alimenter une bassine produisant environ 75 ou 80 kilos de soie par an à 300 journées de travail il faut 300 kilos de cocons secs ou 900 kilos de cocons frais.

Si nous prenons comme exemple une filature de soixante bassines — c'est la filature ordinaire — le filateur achètera environ 36.000 kilos de cocons frais, et en plusieurs achats successifs aura encore besoin de 7.000 kilos de cocons secs qu'on lui livrera en balles de 45 à 60 kilos maximum.

En prenant comme base de nos calculs le prix moyens de 3 fr. 70 pour les cocons frais le filateur devra déboursier 133.200 francs et au cours moyen de 11 fr. 25 pour les cocons secs il paiera 78.750 fr., de sorte que ses débours pour les achats de la matière première s'élèveront à 211.950 francs (1).

Cette matière première, nous l'avons signalé, manque en tant que production nationale sur le marché intérieur.

On peut s'étonner qu'une industrie implantée chez nous depuis plusieurs siècles et, à laquelle se sont toujours intéressés les pouvoirs publics ne trouve pas sur place de quoi s'approvisionner.

Cela tient à plusieurs causes. Et d'abord la sériciculture exige de ceux qui veulent vivre d'elle des connaissances techniques sinon nombreuses du moins assez précises en même temps qu'une attention, une surveillance de tous les instants. Souvent même les soins les plus minutieux ne suffisent pas pour assurer la réussite d'une éducation de vers à soie.

Les conditions climatiques ont une grande influence sur le développement des vers. Il est indispensable que pendant leur courte existence, la température ne subisse pas de trop grandes variations, car, quelques journées de chaleur excessive — comme la chose n'est pas rare dans les Cévennes à la fin de

1. Prix de la campagne, 1909.

mai — ou le retour du froid ou de la neige sur les hautes montagnes du Gard ou de la Drôme suffisent pour faire diminuer dans de notables proportions le nombre de cocons.

De plus, le ver à soie est sujet à de nombreuses maladies qui se propagent si facilement qu'une seule d'entre elles suffit pour détruire entièrement une éducation. L'épizootie qui sévit vers 1860 inspira des craintes si sérieuses pour l'avenir de la sériciculture qu'en 1865 le ministre de l'Agriculture chargea Pasteur d'aller sur place en rechercher les causes.

L'illustre savant dénonça la routine des éleveurs et indiqua d'après quels principes généraux il fallait conduire une éducation de vers à soie

Les observations de Pasteur donnèrent tout de suite les résultats les plus satisfaisants. On pouvait espérer que les années d'abondance et de prospérité qu'on avait connues de 1846 à 1852 où la récolte moyenne avait été de 24.254.000 kilos de cocons, allaient revenir. Tandis qu'en 1865, la récolte atteignait à peine le chiffre de 3.800.000 kilos de cocons, de 1870 à 1875, elle s'élevait à 10 millions.

Malheureusement ces années de crise avaient amené beaucoup de paysans à arracher les mûriers. Puis se manifesta un engouement irraisonné pour la culture de la vigne qui fit délaisser la sériciculture par nos populations méridionales.

A l'heure présente, on peut cependant espérer

qu'en face des déboires que la viticulture a causés au cours de ces dernières années les paysans cévenols se décideront à comprendre que la sériciculture est une production agricole qui n'a pas comme la viticulture à craindre la mévente.

Et puis aussi la protection qu'ils trouvent dans la loi de 1909 les fera peut-être revenir à la culture du mûrier.

L'article premier de cette loi alloue aux sériciculteurs pour une durée de vingt ans une prime de *o*fr. 60 par kilo de cocons frais. Cette mesure devrait vaincre l'hésitation qu'ont toujours montré les paysans à employer leurs minimes ressources dans les frais d'une plantation de mûriers. Ce n'est pas du reste sans quelque raison, car cet arbre n'a une production rémunératrice qu'après dix ou quinze ans. Désormais, l'agriculteur est donc assuré de tirer profit de son entreprise.

L'intervention des pouvoirs publics se manifeste encore d'autres façons non moins heureuses.

Le ministère de l'Agriculture encourage la création de pépinières pour la sélection des plants, et les plantations de mûriers nains dont la feuille est abondante alors que l'arbre est jeune encore.

La Chambre de commerce de Lyon a même, en 1906, envoyé en Chine une mission pour rechercher le moyen d'acclimater en France un arbre nouveau, susceptible d'être substitué au mûrier, et demandant moins de temps que lui pour devenir productif.

Enfin, à l'imitation de l'Italie, le gouvernement français a créé des stations séricicoles. A Alais depuis 1865, à Montpellier depuis 1874 il y a des chaires de sériciculture d'où nos savants et nos spécialistes prodiguent leurs conseils aux rériciculteurs et vulgarisent les bonnes méthodes d'élevage. Aubenas, dans l'Ardèche, possède une magnanerie école depuis 1881, et Manosque dans les Basses-Alpes avec Alais dans le Gard sont deux stations séricicoles. Enfin, un décret du 26 avril 1907 a organisé un service du contrôle du grainage. Les graineurs ont la faculté de soumettre leurs établissements à ce contrôle qui garantit la qualité des graines vendues.

Ces innovations ont donné les meilleurs résultats : la production de l'once de graines en cocons frais a encore augmenté durant ces dernières années.

Depuis Pasteur, une once de 25 grammes de graines donne plus de 40 kilos de cocons, tandis qu'avant 1870 la même quantité de graines produisait à peine 25 kilos de cocons.

Le rendement moyen en cocons frais d'une once de 25 grammes de graines a été en :

1904...	42 kgr. 69	1907...	44 kgr. 63
1905...	42 kgr. 76	1908...	44 kgr. 89
1906...	42 kgr. 24	1909...	44 kgr. 83

Cependant, la production totale n'augmente pas.

La production des dix dernières années s'est élevée aux chiffres suivants :

Années	Cocons frais récoltés
—	—
1898.....	6.893.033 kgr.
1899.....	6.993.339 —
1900.....	9.180.404 —
1901.....	8.451.839 —
1902.....	7.287.541 —
1903.....	5.985.481 —
1904.....	7.825.485 —
1905.....	8.009.398 —
1906.....	7.520.471 —
1907.....	8.396.201 —
1908.....	8.409.299 —
1909.....	8.435.728 —

On voit par les chiffres du tableau ci-dessus que les récoltes françaises, à part les légères variations dues au plus ou moins de réussite d'une année à l'autre, ne progressent pas; elles se maintiennent au tour de 8 millions.

Il n'est pas étrange qu'il en soit ainsi puisque la quantité de graines mises à l'éclosion en France n'a pas varié sensiblement depuis plusieurs années et que le nombre de sériciculteurs diminue.

La quantité de graines mises à l'éclosion s'est élevée en :

Années	Onces
1898.....	184.980
1899.....	182.945
1900.....	205 584
1901... ..	205.174
1902.....	198.427
1903.....	182.712
1904.....	183.443
1905.....	189.279
1906.....	178.303
1907.....	188.360
1908.....	187.073

Quant au nombre des sériciculteurs : il était en :

1898... 123.288	1904... 125.244
1899... 128.114	1905... 123.761
1900... 136.214	1906... 122.045
1901... 132.694	1907... 124.463
1902... 128.199	1908... 123.804
1903... 120.266	1909... 124.105

Ces chiffres sont la preuve indiscutable que le zèle séricicole s'affaiblit. Aux causes de cet affaiblissement que nous avons déjà signalées vient s'ajouter encore une autre cause plus générale et qui n'affecte pas seulement la sériciculture.

Les campagnes, c'est un fait remarqué depuis

longtemps, se dépeuplent. Or, la sériciculture est une des branches de l'agriculture où les machines ne peuvent suppléer au manque de bras.

Voilà pourquoi un des effets de l'émigration vers les villes ou les bas pays est la disparition des grandes éducations.

Il faut pour que la sériciculture ne continue pas à périliter : une production intensive par éducations très petites mais très nombreuses. Il faut que les éleveurs cessant de suivre leur routine s'appliquent à obtenir des graines saines, et enfin que de grandes plantations de mûriers fournissent aux éducations toute la feuille dont elles auront besoin.

CHAPITRE II

LA FILATURE

La filature française se trouve cantonnée dans les régions montagneuses des Cévennes. Dans le Gard et l'Ardèche, il est peu de localités où l'habitant ne s'adonne à quelque opération de culture du mûrier, d'élevage du ver à soie ou du filage du cocon.

Il y a 42 villes ou villages dans le Gard où l'on file la soie. Les centres les plus importants sont, dans ce département :

Saint-Jean-du-Gard.....	avec 12 filatures et 684 bassines ;
Alais	— 9 — 676 —
Saint-Ambroix.....	— 6 — 516 —
Saint-Hippolyte-du-Fort..	— 10 — 466 —
Anduze	— 10 — 433 —
Lasalle.....	— 8 — 402 —
Sumène.....	— 6 — 369 —
Le Vigan.....	— 3 — 212 —
Uzès.....	— 4 — 211 —

L'Ardèche a des filatures dans 33 centres, parmi lesquels :

Les Vans.....	avec	2	filatures et	238	bassines ;
Largentière.....	—	2	—	198	—
Lavoulte.....	—	3	—	187	—
Joyeuse	—	3	—	175	—

Il faut aussi citer Livron, dans la Drôme, avec ses 4 filatures qui font travailler 369 bassines ; et surtout Ganges dans l'Hérault. Ce chef-lieu de canton de 4.500 habitants a une vie commerciale et industrielle tout à fait remarquable. On y travaille la soie plus que partout ailleurs. Ses 10 filatures occupent 589 fileuses qui, en 1908, ont filé 37.355 kilos de soie (1). Il y a aussi plusieurs « moulins », et des usines de bonneterie où l'on ne fabrique que des articles de luxe.

C'est vers le milieu du XVIII^e siècle que les intendants encouragèrent la création de ces usines.

Jusque vers 1750, l'industrie de la soie avait suivi les diverses phases par lesquelles toutes les formes du travail humain ont passé.

Ce fut d'abord une industrie de famille : chaque petit propriétaire avait son tour et filait lui-même sa récolte. Ce dévidage accessoire des travaux agricoles

1. Cette même année, Saint-Jean-du-Gard filait 39.436 kilos de soie et Alais 38.338 kilos de soie. Statistique des primes à la filature de la soie : exercice 1908. Ministère du Commerce : annexe IV, fol. 53 et suiv.

était confié aux femmes ou même aux enfants et se faisait sans minutie.

Puis le métier à main disséminé dans les campagnes et travaillé par l'artisan fut remplacé par le métier mécanique et l'adoption de celui-ci a déterminé la création d'usines.

Dès la fin du XVIII^e siècle « les tentatives de concentration manufacturière furent secondées par l'invention de l'ingénieur Gensoul, qui substitua au brasier primitif par lequel on obtenait l'eau bouillante dans les bassines à dévider un système de chauffage à la vapeur. Avec ce procédé, la température étant plus régulière, on obtenait des soies plus fines et on économisait sur le combustible en proportion du nombre de bassines réunies. »

Mais, c'était le moteur à vapeur qui devait décidément arracher du foyer domestique le patriarcal dévidage des cocons.

Les progrès ont été tels dans cette industrie que c'est seulement de la filature du XVIII^e siècle que M. Rouchet aurait pu dire avec quelque raison : « La filature est une fileuse, un tour, une bassine et de l'eau chaude. »

Depuis longtemps la filature offre un autre aspect.

En 1839, un visiteur d'une des premières filatures complètement transformées en faisait cette description enthousiaste :

L'ordre qui régnait sur tous les points, la voix des fileuses qui chantait des chansons en patois languedocien, un si grand nombre de roues enveloppées d'une robe blanche du plus brillant éclat et qui tournaient avec la rapidité de l'éclair, le mouvement précipité des cocons qui s'agitaient au dessus des bassines bouillantes, le bruit monotone et régulier de la machine à vapeur qui se mouvait derrière nous, tout cet ensemble produisit sur moi une impression si profonde et si nouvelle que j'en conserverai longtemps le souvenir (1). »

On ne peut parler en d'autres termes de la filature de nos jours, lorsqu'on n'en apprécie que le côté extérieur qui n'offre aucun intérêt au point de vue économique.

Le côté des perfectionnements techniques est bien plus important. Or, ce serait faire preuve de peu de clairvoyance et de peu d'observation que de ne pas voir la supériorité de l'industrie étrangère pour le dévidage des cocons.

En Italie surtout, de grands perfectionnements rendent ce travail beaucoup moins fatigant et plus productif. La fatigue de l'ouvrière est considérablement diminuée ; d'abord, parce que le battage des cocons se fait au moyen d'un balai mécanique qui bat les cocons de façon à accrocher le brin de soie. D'autre part, la fileuse s'occupe uniquement du dévidage des

1. Carrier, *Propagateur des soies (Visite à la filature)*, 1839.

cocons. Une division du travail bien comprise a fait naître une nouvelle catégorie d'ouvrière dite « ratta-cheuse » : qui se tient derrière la fileuse et rattache le fil chaque fois qu'il casse.

Aussi la fileuse qui ne faisait autrefois qu'un ou deux fils de soie, peut maintenant filer à quatre, six et huit bouts (1).

Il est évident que la production peut augmenter dans de notables proportions. Avec ce système on arrive à produire 550 grammes et plus par bassine et par jour au lieu de 250 grammes.

Le prix de revient s'en ressent nécessairement, et c'est la raison pour laquelle nos filateurs souffrent de la concurrence des soies italiennes.

Le Parlement a voulu diminuer le plus possible les effets de cette concurrence en votant des primes à la filature.

Les filateurs devaient, dans l'esprit du législateur, modifier leur outillage, pour augmenter leur production. Sans doute un travail de perfectionnement s'est fait en France, principalement depuis la première loi sur les primes en 1892. On a mieux réglé la vitesse, on a réalisé plus d'économie de main-d'œuvre et de matière, et plus de perfection de fils. Mais il faut que les filateurs français fassent davantage : il faut

1. M. Jules Siegfried parlait même à la Chambre, en 1909, de filatures qui travaillaient à dix bouts.

que tous, suivant l'exemple que viennent de leur donner, encore tout récemment, certains d'entre eux, mettent leur outillage à la hauteur des progrès modernes.

Quand nous parlerons plus spécialement de la protection accordée à la filature, nous montrerons comment on a cherché à augmenter les primes en raison du perfectionnement de l'outillage.

Il est juste de reconnaître que quel que soit l'état actuel de la filature et la façon dont on la protège, le rôle du filateur est très délicat : son activité doit toujours être tenue en éveil pour arriver à un bon résultat.

Pour faire connaître à nos lecteurs le travail de la filature, il nous faut leur donner quelques explications qui pourront avoir l'air d'un cours industriel, mais qui sont cependant indispensables.

L'entrée des cocons à la filature est, dans l'élaboration de la soie, le point de séparation entre le travail agricole et le travail manufacturier.

Lorsque le filateur a reçu ses achats de cocons, il doit procéder à l'étouffage, car « elle respire » cette petite masse que l'on peut secouer entre les parois soyeuses et qui tient à la fois du cadavre et de l'embryon (1).

1. Les Orientaux même poussent si loin le respect de la vie qu'ils se refusent à ce massacre final et préfèrent sacrifier la beauté de leurs soies. Le cocon une fois percé par le papillon se dévide à grand peine et ne donne qu'un fil irrégulier.

L'étouffage est très important au point de vue économique, puisqu'il oblige le filateur à resserrer ses achats dans un très bref délai : il doit se faire dans les quinze jours, suivant la température. C'est de plus une opération délicate, parce qu'il faut éviter que le fil de soie ne souffre des diverses manipulations.

Aussi a-t-on essayé plusieurs systèmes.

On a expérimenté sans grand succès des étouffoirs par le froid, appelés « glacières ».

On a essayé aussi l'acide sulfureux, l'hydrogène sulfuré, les vapeurs de sulfure de carbone, le gaz ammoniac ; mais M. Francezon (1) a prouvé que l'emploi de pareils procédés avait une influence fâcheuse sur le rendement.

Le système usuel qui donne de bons résultats est le suivant : on a dans un endroit clos des caissons à claire-voie superposés, dans chacun desquels on met environ 6 kilos de cocons ; et dans lesquels on fait passer pendant cinq minutes de la vapeur humide. Avec une équipe composée de 1 étouffeur et de 4 femmes on peut ainsi tuer 3.000 chrysalides à la fois.

Un autre bon procédé, auquel la filature reconnaît des avantages, est celui de l'étouffoir à air chaud : avec un courant d'air chaud à 80 degrés ou de la vapeur d'eau à une température également élevée.

1. Note pour servir à l'étude de la soie, par Paul Francezon. Lyon, 1880.

Ce système est préconisé surtout dans les grandes exploitations parce qu'il supprime l'étendage, opération qui doit suivre l'étouffage. En effet, avec les étouffoirs à air chaud les cocons sont complètement secs après quelques heures (de trois à cinq) : on n'a plus besoin des grands locaux appelés « coconnières » qui contiennent les claies sur lesquelles on doit placer les cocons pour les laisser sécher.

Avant l'étendage, le filateur fait procéder à un triage sommaire pour retirer les cocons morts ou « chiques » : comme ce cocon mal venu se pique facilement, il pourra en tirer parti en le filant tout de suite.

Le dévidage du cocon percé est difficile, non pas parce que le fil de soie est rompu, et n'est plus continu, ce qui est rare, mais parce que pour être dévidés les cocons doivent surnager dans la bassine où ils sont placés. Or, s'ils sont percés, l'eau pénètre, ils tombent au fond et le dévidage devient impossible.

Après ce triage, les cocons sont placés sur des claies.

Il faut les remuer souvent pendant le premier mois afin que la chrysalide ne porte pas toujours sur le même endroit du cocon : ce qui pourrait en altérer le tissu.

Enfin, la dernière opération avant l'utilisation du cocon est le tri.

Tous les jours, des trieuses ont pour travail de mettre de côté les cocons abîmés et de séparer les cocons simples des cocons doubles, dont le filage est prévu dans les lois de 1892, 1898 et 1909 (1) (art. 4).

Le cocon peut maintenant être dévidé, et voici dans quelles conditions l'opération sera faite.

La fileuse a un appareil dont les éléments principaux sont :

a) Une bassine : récipient destiné à l'eau chaude où trempent les cocons ;

b) Un jette-bout : disque métallique maintenu au-dessus de la bassine et doué d'un rapide mouvement

1. « Le plus souvent, dit Malpighi, chaque ver à soie fait un seul cocon ; mais parfois ils se mettent à deux pour un cocon unique et entremêlent leurs fils à tel point qu'il est impossible de les dévider ensuite sans les rompre, ces cocons sont deux fois plus épais que les autres et formés d'environ 12 couches soyeuses ; ils n'ont aucune cloison au dedans ; la cavité qu'ils offrent est donc simple. Extérieurement leur forme est bien différente de celle des autres ; pourtant presque toujours ils sont plus ramassés et plus larges ; on dirait que les 2 cocons qui les composent ont été juxtaposés et réunis en un seul.

» La proportion de leur production en France est de 5 à 6 o/o. »

La dernière statistique du ministère du Commerce sur les primes à la filature indique qu'il y a deux filatures dans le Gard qui ne filent que des cocons doubles. En 1908, la filature de Bagnols-sur-Cèze avec 54 bassins a produit 7.623 kgr. 227, et la filature de Codolet avec ses 38 bassines a filé 8.654 kgr. 280 de soie.

de rotation. C'est lui qui déroule le brin du cocon ;

c) Une filière pour uniformiser le fil ;

d) Un appareil croiseur dessiné à faciliter l'adhérence des brins ;

e) Un va-et-vient doué d'un mouvement alternatif pour faciliter l'enroulement du fil ;

f) Un dévidoir ou asple ayant une rotation uniforme et sur lequel vient définitivement s'enrouler la soie ;

Faisons marcher cet appareil et regardons travailler la fileuse :

Elle a à ses côtés une poche dans laquelle on a pesé au commencement de la semaine 1 kilo de cocons. On remplace cette poche chaque fois qu'elle est terminée. C'est par ce moyen qu'on arrive à connaître si elle a bien travaillé. En effet, à la fin de chaque semaine, on fait l'opération du « retirage » c'est-à-dire qu'on pèse les cocons qui restent dans la dernière poche prise par la fileuse et avec la soie produite par cette fileuse pendant la semaine on établit le rendement du cocon. On peut alors déterminer une moyenne de rendement et toutes les fileuses qui sont au-dessous de cette moyenne subissaient autrefois une amende qui s'est transformée aujourd'hui en une simple réprimande.

L'ouvrière fileuse prend donc de sa poche une poignée de cocons : non point au hasard, mais selon la force (le titre) du fil à obtenir. Elle les fait tremper

dans la bassine, dont l'eau a été au préalable portée à l'ébullition. Le cocon se ramollit bientôt.

Après quelques secondes, la température est ramenée par un jet d'eau froide à 65 degrés.

Le cocon doit d'abord être débarrassé des premières vestes soyeuses où le brin est tellement entremêlé qu'il ne pourrait être facilement dévidé. On obtient ainsi une sorte de bourre « les frisons » que l'on détache avec un petit balai de bruyère. Ces frisons iront aux déchets (1). La fileuse « purge » donc jusqu'à ce qu'elle ait en mains le fil unique.

Dans les filatures importantes où la division du travail est poussée à ses dernières limites, le battage à la main est remplacé par le battage mécanique. La purge est également faite à part dans des bassines spéciales « accessoires ». Il y a alors ordinairement une bassine accessoire pour trois bassines fileuses. Dans ce cas, l'ouvrière fileuse reçoit ses cocons tout préparés et son travail est, par suite, de beaucoup simplifié.

Une fois la purge opérée, l'ouvrière ramasse quelques brins : les assemble, les tord et en fait un fil unique. Elle le passe à travers la filière, l'appareil croiseur, le va et vient, et l'enroule ensuite sur

1. On « carde » ces frisons (dont le poids est de 25 à 30 o/o de celui de la soie) dans des usines spéciales et on le vend sous le nom de schappe.

l'asple. La machine est prête à être actionnée par la vapeur.

Souvent la surveillance de l'ouvrière s'exerce sur plusieurs filières : on dit alors qu'elle file à deux, trois, quatre bouts. « Le bout, d'après le décret du 28 septembre 1910, est l'assemblage des baves de cocons réunies dans la première filière placée immédiatement au-dessus de la bassine. » On mettra d'autant plus de cocons au-dessous d'une filière que l'on voudra obtenir un « titre » plus élevé, c'est-à-dire une tension et une grosseur de fil plus grande. Cette grosseur de fil est exprimée par le poids de 500 mètres de soie. Dans le langage courant on emploie encore l'ancienne évaluation en deniers : 0 gr. 0533 (1) pour une longueur de 476 mètres.

Des Congrès internationaux récents ont établi le titre d'après le poids en grammes d'une longueur de 500 mètres, mais la formule ancienne s'étant conservée, tout bulletin de titrage est ainsi libellé :

Titre ordinaire sur 500 mètres (en grammes).

Ancien titre sur 476 mètres (en deniers).

L'ouvrière a besoin d'être toujours attentive une fois l'opération engagée. Il faut éviter les irrégula-

1. Il y aurait lieu de modifier ce poids et de le ramener à 5 centigrammes pour arriver à faire usage d'unités conformes à notre système des poids et mesures : le système indiquerait ainsi le poids exprimé en grammes d'une longueur de 10.000 mètres de fil.

rités, « les bouchons », la casse du fil. Pour cela, il faut que l'homogénéité du fil soit rigoureusement maintenue, résultat auquel on arrive si l'on change à temps les cocons usés par des nouveaux et si l'on tient compte que le brin n'a plus la même tension à la fin du cocon qu'à son début : « Sa finesse, dit Vignon, va croissant, de la surface à l'intérieur des coques, dans un rapport moyen de 1 à 4. »

Le brin sorti de la trompe du ver est continu ; sa longueur varie de 300 à 1.500 mètres.

Vu au microscope, il se présente sous la forme de deux fines lanières soudées ensemble. C'est évidemment le produit des deux glandes soyeuses. M. Franceson, dans ses analyses chimiques de la grège, a relevé l'existence des corps suivants :

Fibroïne.....	75,18
Grés.....	22,82
Corps gras.....	1,44
Sels.....	0,56
Total.....	100

Le filateur doit veiller à une grande régularité dans le travail et vérifier souvent le titre de la soie filée pour éviter les écarts.

Pour voir si une ouvrière est à son titre inopinément, on lui prend son tour et on le porte à une petite machine spéciale, appelée « éprouvette », gra-

duée par deniers. On prélève 476 mètres de fil, et l'éprouvette donne les deniers obtenus.

La fileuse attentive, restera à son titre : parce qu'elle sait que le fil du cocon neuf donne un titre de 3 deniers, c'est-à-dire un septième de gramme par 476 mètres de fil, de sorte que si elle file au titre 10-12 elle se servira de 4 cocons et si elle file du 28-30 elle se servira de 10 cocons en moyenne.

Quand on file au-dessus du titre 50, on ne se sert que d'un bout, au-dessus du titre 20 de deux bouts, et au-dessous du titre 20 la prime n'est accordée que si l'on file à 4 bouts.

En Italie, on file avec 8 bouts, mais alors on emploie un jette-bout et il y a des attacheuses de sorte que la fileuse ne s'occupe que de jeter les bouts.

Derrière chaque fileuse il y a un « volet » ou tour de rechange. On change tous les volets en même temps : toutes les dix heures de travail, la soie en est enlevée et pliée en écheveaux ou « flottes » de 50 à 70 grammes environ.

On tire des cocons plusieurs qualités de soie, ordinairement trois :

a) La plus belle, la plus forte, ou l'organsin avec laquelle on fait la chaîne des étoffes ;

b) Celle de seconde qualité connue sous le nom de trame ;

c) La bourre ou filoselle, partie la plus intérieure

des cocons, sorte de débris qui ne peuvent être dévidés.

Nous ne ferons pas l'historique des progrès techniques de la filature, depuis que Jean de Garlande, grammairien et poète qui fut un maître célèbre, signalait vers 1220 (peut-être même dès la fin du ^{xii}^e siècle), dans le curieux dictionnaire dont il est l'auteur, le trahale ou traail, appareil à tirer la soie, parmi les instruments de travail qui conviennent au femmes » (Rondot).

Semblable étude relève beaucoup plus de la mécanique et de l'art technique que de l'économie politique.

La description, quoique sommaire, que nous venons de faire du travail du dévidage du cocon suffit pour qu'on en comprenne la marche.

La soie est donc produite, mais il est intéressant de savoir ce qu'elle a coûté.

Le filateur, industriel qui a fait des débours, qui a produit des marchandises, qui doit les revendre, doit connaître à l'avance le minimum rationnel du prix de vente, c'est-à-dire le prix de revient de sa marchandise, pour réaliser quelque bénéfice et ne pas travailler à perte.

Pour établir le coût de production d'une marchandise quelconque, il faut additionner les dépenses réellement effectuées et certains amortissements et salaires.

Les frais de production peuvent se décomposer ainsi :

- a) Prix de la matière première : cocon ;
- b) Part afférente au produit de l'usure du matériel employé ;
- c) Frais généraux proprement dit : charbon, éclairage, chauffage, assurances, etc.
- d) Main-d'œuvre ;
- e) Intérêts des capitaux engagés ;
- f) Enfin, ils comprennent également le salaire du travail de l'industriel, c'est-à-dire à la fois la direction de l'usine, l'initiative, le contrôle, en général la part intellectuelle du producteur dans l'accomplissement du but entrepris par lui.

Pour ce qui est des cocons, le cours en est variable et nous en avons déjà parlé plus haut.

Nous n'entreprendrons pas non plus de déterminer quel doit être le salaire de l'entrepreneur, problème ingrat, très difficile à résoudre et dont la solution varie selon les mœurs, les habitudes de la région, le degré d'aisance des individus.

Nous nous bornerons donc à rechercher dans les principaux éléments qui doivent entrer en ligne de compte pour la fabrication du fil de soie, à quel chiffre s'élèvent les frais généraux dans une filature de 60 bassines (1).

1. Nous donnons la filature de 60 bassines comme une filature-type, parce que généralement les filatures ont un nombre de bassines qui se rapproche beaucoup de celui-là.

Combustible.....	4.000 fr.
Éclairage, eau d'industrie.....	1.200 fr.
Frais divers, étiquettes, cordonnet, graissage, etc.....	400 fr.
Sous-direction.....	2.000 fr.
Location ou amortissement.....	3.500 fr.
Réparations.....	1.500 fr.
Patente.....	600 fr.
Assurances.....	500 fr.
Voyages.....	400 fr.
Toiles....	350 fr.
Emballeur.....	600 fr.
Balais de bruyère.....	350 fr.
Frais de bureau.....	350 fr.
3 Surveillantes à 2 francs par jour.	1.800 fr.
1 Plieuse (1 fr. 75).....	525 fr.
8 Trieuses à 1 fr. 10.....	2.640 fr.
1 Chauffeur.....	900 fr.
Total.....	21.615 fr.

En évaluant à 300 jours, la durée du travail effectif de la filature pendant une année et en divisant par 300 la somme de 21.615 francs, on verra que les frais généraux par bassine et par jour s'élèvent à 1 fr. 20 minimum. Or, la production par bassine sans services auxiliaires, c'est-à-dire sans batteuse ni purgeuse est de 250 grammes au maximum par journée de dix heures pour une filature produisant de

belles soies d'un titre moyen 10/12. Il faut donc à une ouvrière, avec cette bassine, 4 journées pour filer 1 kilo de soie, de sorte que comme prix de façon c'est-à-dire main-d'œuvre (6 fr. 40) des ouvrières fileuses, etc., et les frais généraux, c'est-à-dire combustible, loyer, etc. (4 fr. 80), nous arrivons au chiffre de 11 fr. 20 par kilo.

Et l'on peut même dire que c'est là un coût minimum, car M. Albert Martin indique le chiffre de 13 francs et d'autres personnes très compétentes également MM. E. Fougérol et Campredon-Fesquet, dans une récente polémique, ont même adopté comme base de discussion celui de 15 francs par kilo.

En 1909, on a payé les cocons frais 3 fr. 70 le kilo, comme il faut 12 kilos de cocons frais pour produire 1 kilo de soie, la matière première coûtait donc 44 fr. 40, c'est-à-dire que cette année le prix de la soie a été de 55 fr. 60 le kilo (44 fr. 40 + 11 fr. 20).

En parlant des approvisionnements, nous avons indiqué qu'une filature de 60 bassines dépensait 211.950 francs de matière première, de sorte qu'en ajoutant les 21.615 francs de frais généraux cette filature exige une grosse avance de capitaux. C'est là une remarque qui n'est pas sans importance : elle explique pourquoi sont très rares aujourd'hui les filateurs qui travaillent pour leur propre compte.

Leur dépendance vis-à-vis de telle ou telle banque

affiliée au marché de la soie ou des grandes maisons de Lyon peut être plus ou moins marquée.

Tantôt le banquier se contente de faire au filateur des avances nécessaires pour les achats de cocons ; tantôt la filature travaille de compte à demi, c'est-à-dire que le propriétaire des bassines s'associe avec un spéculateur pour l'achat de cocons et la vente de la soie. D'autres fois, le filateur travaille à façon, c'est-à-dire que le dévidage des cocons se fait pour le compte d'un tiers moyennant un prix de façon débattu à l'avance. Enfin, la grande industrie lyonnaise (1) cherche de plus en plus à fabriquer elle-même dans ses propres filatures et ses moulinages la plus grande partie possible des soies dont elle a besoin.

Sans doute, les débouchés ne seront pas pour cela de sitôt fermés aux produits de la filature « indépendante » : de celle qui travaille sans l'aide financière d'une banque.

Mais, incontestablement, cet état de chose ne pourra qu'aggraver la situation des filateurs indépendants dont le nombre de l'aveu même de plusieurs, consultés à ce sujet, tend de plus en plus à diminuer.

La situation du filateur offre encore ceci de par-

1. Déjà en 1891, M. Reinach dans son rapport à la commission du budget assurait que, sur 10.134 bassines, Lyon en subventionnait 5.547.

ticulier : sa liberté d'action dans l'usine est très limitée.

Comme tout autre industriel, il doit respecter les lois qui ont pour but d'assurer l'hygiène des ouvriers et la salubrité des lieux où ils travaillent, et celles qui réglementent d'une façon générale le travail dans l'industrie. Il est de plus soumis à des obligations particulières que lui impose cette même loi qui, d'autre part, le protège en lui accordant des primes.

Nous nous réservons d'indiquer plus loin la nature des primes et les raisons qui ont amené le législateur à adopter ce système de protection.

La loi qui prévoit des primes pour la filature et la sériciculture doit empêcher la fraude : d'où la comptabilité minutieuse et régulière que doit tenir le filateur.

L'administration remet à tout filateur qui en fait la demande des livres dont l'examen permet, dans la suite, aux inspecteurs du travail, de suivre la marche du travail dans la filature.

On trouve dans le décret du 28 septembre 1910 (voir annexe II), l'énumération des livres que doit tenir tout filateur.

Il y a d'abord le *Registre d'observations journalières* sur lequel le filateur doit indiquer tous les jours, « dans la première demi-heure de l'ouverture réglementaire de chacune des périodes de travail » :

Le nombre d'heures de travail ;

Le nombre de bassines et le nom des ouvrières occupées ;

Le titre de la soie filée.

Le filateur garde ce registre avec la partie de la feuille dite souche ; il détache la partie volante et la dépose, dans « une boîte placée à l'entrée de l'usine et scellée au mur ». Les « volants » sont retirés par l'agent de l'administration qui après en avoir constaté l'exactitude par comparaison avec la souche du registre les adresse au ministère du commerce.

Il y a encore le *Livre de filature* qui d'après la définition qu'en donne le décret du 28 septembre 1910 « indique l'organisation et le développement du travail dans l'usine ». On y lit pour chaque jour du trimestre, le numéro de la bassine qui a travaillé, le nom des ouvrières employées, la quantité de soie produite et le nombre d'heures de travail.

Enfin, le *Registre de contrôle* indique la situation de l'usine au point de vue des entrées et des sorties des marchandises.

L'exécution de la loi est assurée par des agents choisis par le ministère du commerce et de l'industrie parmi les agents de l'administration des douanes et des contributions indirectes, les inspecteurs du travail et les vérificateurs des poids et mesures.

« Ils ont le droit d'entrer à toute heure de la journée dans les filatures de soie ayant réclamé le bénéfice des primes. » Ils signalent les irrégularités et les

fraudes. Selon leur gravité, elles peuvent entraîner la suppression du droit à la prime depuis un jour, jusqu'à un trimestre, ou pour l'avenir la déchéance du droit à la prime sans préjudice des pénalités prévues au Code pénal.

La commission de contrôle chargée de l'examen des irrégularités, ne propose au ministre l'application des sanctions prévues par la loi qu'après certains avertissements préliminaires donnés au filateur.

Les inspecteurs qui constatent des irrégularités les signalent oralement au filateur. Si le filateur ne tient pas compte de cet avertissement, ils le préviennent par écrit, et ce n'est qu'ensuite que le retrait de la prime est prononcé dans les conditions suivantes :

De un à quatre ou cinq jours, et en cas de récidive : d'une semaine à quinze jours.

Tels sont les renseignements que nous avons personnellement recueillis au ministère du Commerce. Nous avons également appris qu'une seule déchéance du droit à la prime avait été prononcée depuis la promulgation de la première loi sur les primes.

D'autre part, le ministre du Commerce déclarait à la Chambre en mai 1909 que « sur 223 filatures il y avait 9 o/o de contraventions par ans dont 2 o/o de pénalités appliquées pour récidive ».

Ainsi, malgré les obligations très strictes auxquelles les filateurs sont soumis dans la tenue de leurs livres, la proportion des pénalités est relati-

vement faible. Et, si les pénalités elles-mêmes sont peu rigoureuses, c'est que les irrégularités commises sont légères.

A côté de cette réglementation étroite que le législateur a jugée indispensable, et que les filateurs trouvent parfois exagérée, la loi accorde aux filateurs une protection nécessaire dont nous étudierons plus loin les détails.

Néanmoins, nous pouvons dire que malgré cette protection l'état général de la filature française ne s'est malheureusement pas amélioré.

Voilà bientôt vingt ans que dure le régime des primes et depuis, le nombre des usines a diminué et le nombre des bassines aussi.

En 1869 il y avait 600 filatures

1878	—	450	—
1891	—	210	filatures (1)
1892	—	238	—
1893	—	252	—
1894	—	270	—
1895	—	271	—
1896	—	280	—
1897	—	268	—
1898	—	273	—
1899	—	257	—
1900	—	257	—
1901	—	247	—

1. Ces trois premiers chiffres sont donnés par M. J. Roche dans son rapport à la Chambre des députés, loi 1891.

1902	—	246	filatures
1903	—	240	—
1904	—	229	—
1905	—	226	—
1906	—	227	—
1907	—	225	—
1908	—	225	—
1909	—	223	—

Quant au nombre des bassines la statistique nous fournit les chiffres suivants :

1869..	27.000	bassines
1878..	18.000	—

	Bassines fileuses	Bassines accessoires		Bassines fileuses	Bassines accessoires
	—	—		—	—
1892..	8.154	1.694	1901..	11.250	2.138
1893..	10.852	1.810	1902..	11.305	2.219
1894..	11.226	1.913	1903..	11.240	2.276
1895..	11.548	1.901	1904..	10.923	2.214
1896..	11.483	1.962	1905..	10.886	2.110
1897..	11.441	1.945	1906..	10.995	2.282
1898..	11.823	2.159	1907..	11.023	2.290
1899..	11.337	2.057	1908..	11.095	2.317
1900..	11.464	2.147	1909..	11.173	2.390

Est-ce que cette diminution dans le nombre des bassines se trouve compensée par une augmentation dans la production de la soie filée, due au perfectionnement de l'outillage ? Les chiffres nous indiquent le contraire. On a filé en France (soie provenant de

cocons indigènes et soie provenant de cocons étrangers).

Moyenne	Kilogr.	Années	Kilogr.
—	—	—	—
1876-1880	510.000	1898	818.933
1881-1885	631.000	1899	769.927
1886-1890	692.000	1900	772.516
		1901	762.117
		1902	809.109
		1903	756.420
		1904	733.590
		1905	758.415
		1906	787.281
		1907	789.337
		1908	790.395
		1909	792.597
Années	Kilogr.		
—	—		
1892	726.841		
1893	736.692		
1894	683.421		
1895	796.653		
1896	835.611		
1897	845.389		

Ainsi la situation de la filature françaises comparée à la situation de la filature étrangère (1) devient de moins en moins favorable.

Non seulement les progrès techniques qui sont réalisés à l'étranger ne sont pas contrebalancés par des progrès équivalents en France, mais encore le prix de la main-d'œuvre est plus élevé dans notre

1. L'Italie qui produisait en 1900 : 4.215.000 kilos de soie filait en 1908 : 4.486.000 kilos.

La Chine à Shanghai filait en 1900 : 4.508.000 kilos de soie et en 1908 : 5.638.000 kilos; et à Canton en 1900 : 2.021.000 kilos et en 1908 : 2.378.000 kilos.

La production du Japon est passée de 3.459.000 kilos en 1900; à 7.570.000 kilos en 1908.

pays qu'ailleurs. Nous payons la journée de travail 1 fr. 60 alors qu'en Italie les ouvrières ne gagnent qu'une lire ou 1 lire 10 et travaillent 12 et 14 heures.

Dans ces conditions, il est facile de comprendre que le prix de revient du kilo de soie se trouve plus élevé en France que dans les autres pays où l'on file de la soie.

Le prix du kilo de soie a été pour ces dernières années :

1892.....	56.20	1901....	48.40
1893.....	80.20	1902....	56.20
1894.....	43.80	1903....	61.60
1895.....	52.60	1904....	48.40
1896.....	48.40	1905....	54.40
1897.....	48.40	1906....	56.80
1898.....	55	1907....	55.60
1899.....	62.80	1908....	55.10
1900.....	53.20	1809....	55.60

C'est le prix moyen de 55 fr. 50 dont nous nous servirons quand nous chercherons à établir les gains de la filature.

CHAPITRE III

LA VENTE

La vente des produits fabriqués est le dernier phénomène économique qui se rapporte à l'industrie; le jour où le produit acheté quitte l'usine, il appartient au commerce, à la consommation. La série des opérations industrielles — achat de la matière première, transformation, vente du produit fabriqué — est close. C'est la dernière de ces opérations qu'il nous reste maintenant à examiner.

La soie n'est pas la matière textile la plus répandue, celle dont l'usage est le plus courant. Cependant, elle est employée de toutes façons : seule ou mélangée avec d'autres fils. Elle entre dans la composition des plus riches tissus. On l'emploie encore sinon dans les tissus les plus communs, du moins dans ceux du prix le plus modique. On parle depuis un certain nombre d'années de la démocratisation de la soie : c'est que de plus en plus dans les vêtements, principalement ceux de la femme, la mode a

imposé l'emploi de la soie. Il est facile de deviner la qualité inférieure de cette soie (1) sa valeur est si minime que ce serait pure ironie que de vouloir la comparer à la véritable soie qualifiée si justement par nos pères de « tissu royal ».

Quoi qu'il en soit ce mouvement démocratique a augmenté dans de notables proportions les demandes de la soie. A l'heure actuelle la fabrique lyonnaise et les usines du Nord achètent plus de 4.000.000 de kilos de soie pour satisfaire aux besoins de la consommation. Comme la filature française produit à peine 650.000 kilos de soie, c'est donc près de 3.500.000 kilos de soie qui viennent de l'étranger.

Le marché français de la soie offre cette caractéristique : c'est un marché ouvert.

Tandis que les cocons étrangers sont soumis pour entrer en France à la prime différentielle prévue par l'article 5 de la loi du 11 juin 1909, la soie étrangère entre librement.

La filature française se trouve considérablement gênée par cet état de choses. Peu importe qu'on

1. Dans un rapport sur l'origine, les travaux et les transformations du syndicat des sériciculteurs par M. Fénéon (Avignon, 1889) on lit : « On arrive à livrer à la consommation ce qu'on a appelé un « composé chimique dans lequel il entre un peu de soie » et par une fraude qui se commet au grand jour avec impunité, les surcharges atteignent et même dépassent 300 o/o de sorte qu'avec 100 kilos de soie grège le fabricant débite 300 ou 400 kilos d'étoffes.

impose la matière première si on laisse passer librement le produit manufacturé. Que seraient des droits sur les blés étrangers sans des droits équivalents sur les farines ? Laisser entrer en franchise la soie est une mesure très désavantageuse au producteur de soie.

Il faut vraiment pour qu'il puisse vivre que le filateur fasse preuve d'habileté, se montre très attentif et très économe et vende des produits qui aient des qualités qu'on ne puisse trouver ailleurs.

Les soies étrangères dont le prix de production est bien inférieur à celui des soies françaises viennent, en grande quantité, les concurrencer sur le marché intérieur.

D'autres soies viennent encore faire concurrence aux soies qui sortent des filatures.

Nous rappelons le parti que l'on essaie actuellement de tirer des soies produites par les araignées d'Afrique, et toutes les tentatives qui sont faites pour la confection de soies artificielles. De plus en plus, comme le fait remarquer M. Natalis Rondot :

« La production de la soie est devenue, d'ailleurs comme
« tant d'autres productions, un problème de chimie. Obtien-
« dra-t-on la soie avec sa pleine valeur industrielle en la tirant
« des végétaux comme Réaumur l'avait entrevu avant même
« de le faire, comme on a déjà obtenu une matière (cellulose
« transformée par différents procédés) qui a l'apparence,

« mais non toutes les qualités de la soie proprement dite, ou
« bien la fabriquera-t-on en quelques sortes de toutes pièces,
« en vert d'une synthèse chimique ? »

Le filateur (nous considérerons seulement le cas de l'industriel indépendant qui produit pour son propre compte) a recours pour la vente à ces intermédiaires dont « le rôle, dit M. Gide, n'est pas d'une importance sociale telle qu'il ne soit permis d'en prévoir la suppression ». Au contraire, la tendance générale aujourd'hui est en ce sens. Car, si pendant longtemps les industriels ont vécu dans leurs usines, retirés du monde commercial, presque sans contact avec leur clientèle, se renfermant dans un rôle d'ingénieur ou de contre-maître, on peut voir cette situation changer graduellement de nos jours. Les intermédiaires se trouvent lentement éliminés entre le commerce en gros et l'industrie. Mais toutefois cette élimination n'est pas comme on pourrait s'y attendre le fait des industriels. L'évolution est lente, et les industriels ont par une sorte d'atavisme une tendance à se renfermer dans leurs usines, à mener une existence un peu isolée, à négliger le développement de leurs relations avec l'extérieur, sans chercher à se créer de nouveaux débouchés ni à resserrer leurs rapports avec leurs acheteurs. L'impulsion n'est pas venue des industriels ; elle est venue des commerçants. Ceux-ci ont voulu se passer des intermédiaires et

dans ce but ils ont cherché à réunir dans leurs mains la fabrication et l'écoulement des produits. Une industrialisation de ce genre de commerce — semblable à celle que l'on remarque dans de grandes exploitations agricoles — se produit chaque jour : les commerçants, pour faire face aux nécessités de la vente créent des usines nouvelles qui produisent selon les besoins du marché.

La fabrique lyonnaise nous offre un des plus beaux exemples de concentration industrielle. Elle possède en effet, tant en France qu'à l'étranger, des filatures qui lui fournissent beaucoup des soies spéciales dont elle a besoin.

Lyon, qu'on regardait dès les premiers temps de son histoire comme « le plus célèbre marché de toute l'Europe (*celeberrimum totius Europæ emporium*) » reçoit non seulement presque toute la soie française mais aussi des soies de toute provenance, parmi lesquelles abondent les soies de Chine, du Japon, de l'Italie et des pays du Levant. A tel point que Lyon est non seulement un marché national, mais aussi un marché international au même titre que Milan ; et le prix de la soie sur le marché intérieur est en rapport avec le prix de la soie sur le marché extérieur, car la soie est devenue un produit coté sur le marché international comme le blé, le sucre, le coton.

C'est surtout à Lyon et aussi quelquefois dans le

Nord, que le filateur a des représentants qui lui transmettent les commandes reçues.

Les expéditions se font par balles au fur et à mesure de la production et aussi par colis postaux de 5 à 10 kilos. Pour gagner du temps et arriver à satisfaire le plus vite possible la clientèle, le filateur a presque toujours chez son représentant des dépôts de soies non encore vendues, mais dont il a fait connaître le prix de vente. Ces représentants touchent habituellement une commission de 10/o.

Près d'elle, la filature a un autre débouché, dans les « moulins » ou « ouvraisons ». Comme le fil de grège, c'est-à-dire tel qu'il est tiré du cocon à la filature, manque souvent de force pour être travaillé, dans ces usines le fil de soie est doublé sur lui-même, tordu et apprêté, puis revendu sous le nom de « soie ouvrée ».

Avant de vendre la soie, le filateur qui déjà en connaît le titre et qui veut en connaître le degré d'élasticité et de ténacité se sert d'un petit appareil le sérimètre qui est gradué par deniers et drams anglais.

Dans la fixation du prix, on tient compte de ces qualités, mais aussi de la facilité de la soie à absorber l'eau. Car la soie, outre une quantité d'eau normale qui fait partie de sa constitution chimique et sans laquelle elle perd une partie de ses propriétés naturelles, peut absorber une quantité considérable d'hu-

midité, qui en augmentant proportionnellement son volume, augmente également son poids (jusqu'à 30 o/o) ; d'où pour les acheteurs un préjudice qui peut parfois être assez élevé. Le conditionnement a pour but d'enlever à la soie cette quantité d'humidité supplémentaire et de la ramener à son état normal, à sa « condition » normale, c'est-à-dire que le poids de 100 parties de soie à l'état de siccité absolue est augmentée de 11 parties d'eau.

Il existe en France 14 conditions de soies : Lyon et Marseille sont les plus importantes ; puis viennent les conditions municipales d'Amiens, d'Aubenas, de Nîmes, de Reims, d'Avignon, de Saint-Chamond, de Saint-Étienne. En Italie, il y a 11 conditions, parmi lesquelles Milan a un mouvement d'opérations si considérable qu'elle est actuellement la première condition du monde. En Suisse, il y a les conditions de Bâle et de Zurich ; en Allemagne, celles de Crefeld et d'Elberfeld, et en Autriche, celle de Vienne.

Les soies envoyées au conditionnement peuvent être gardées en magasinage avant l'opération. Les soies grèges ont même droit à un séjour gratuit de quatre jours dans les magasins.

Quelle que soit la valeur des marchandises, les frais de magasinage sont calculés sur leur volume ; les frais d'assurances sont compris dans cette perception.

Le tarif de magasinage est le suivant :

1 ^o Magasinage pour une balle du poids maximum.	120 kgr.
Première quinzaine ou partie de la quinzaine.	1 fr.
Autre quinzaine.....	0 fr. 50
Balle de 60 kilos et au-dessous.....	
Première quinzaine.....	0 fr. 50
Autre quinzaine.....	0 fr. 25
2 ^o Visite de chaque balle à l'arrivée (facultative).	0 fr. 50
3 ^o Ouverture et prélèvement des échantillons	
pour chaque balle ouverte.....	0 fr. 20

Dans les magasins généraux de Lyon ou de Marseille, le filateur reçoit des récépissés et des warrants en échange des marchandises déposées. Ces warrants sont considérés par la banque de France comme de véritables effets de commerce bien qu'ils ne portent que 2 signatures, celle de l'emprunteur et celle du magasin général.

Le prix de vente moyen de la soie est celui qui est indiqué par la remarquable statistique que publie chaque année la maison Chabrières Morel et C^{ie} de Lyon pour grège 10/12 premier ordre.

Les prix ont beaucoup varié. Leurs oscillations ont été souvent de 40 à 50 o/o d'une année à l'autre ou de 30 o/o dans la même année. C'est ainsi qu'en 1898, 1 kilo de soie des Cévennes valait 75 francs le 1^{er} mai et 43 francs le 31 décembre.

Depuis 1892, le prix moyen de la soie a été de 48 fr. 80 comme le montre le tableau ci-dessous où nous donnons le prix de vente moyen de la soie pendant ces vingt dernières années :

1892.....	51,50	1901.....	44 »
1893.....	60 »	1902.....	47 »
1894.....	42 »	1903.....	52 »
1895.....	45 »	1904.....	45 »
1896.....	44 »	1905.....	47 »
1897.....	43 »	1906.....	53 »
1898.....	44 »	1907.....	49 »
1899.....	53 »	1908.....	56 »
1900.....	51 »	1909.....	52 »

Or, en prenant comme coût moyen de la soie le chiffre de 55 fr. 50, indiqué à la fin du chapitre II, nous constatons un écart de 6 fr. 70; entre le prix de revient d'un kilo de soie et son prix de vente. Ce n'est pas à dire cependant que le filateur ait perdu chaque année 6 fr. 70 par kilo de soie : dans ces conditions, on ne filerait plus de soie en France.

D'autres éléments sont à considérer pour établir le bénéfice ou la perte du filateur : il faut faire entrer en ligne de compte le prix de vente des déchets de la soie et le taux des primes.

Le produit des déchets est basé sur les rendements qui font règle en filature, c'est-à-dire 30 o/o pour les frisons et 10 à 12 o/o pour les bassinés : et d'une façon générale, on admet le chiffre de 2 fr. 50 par kilog de soie. En ajoutant les 5 fr. 35 de prime qu'a touchés en moyenne, depuis 1892, le filateur par kilo de soie grège, le prix de vente total de la soie est indiqué par le chiffre : 56 fr. 65.

Ainsi c'est un bénéfice de 1 fr. 15 par kilo, et notre filature type de 60 bassines filant 4.800 kilos de soie par an réalise un bénéfice total de 5.520 francs.

Il est donc évident que sans la prime, la filature serait condamnée à disparaître.

La première loi sur les primes date de 1892.

C'est en 1881 que remonte le commencement de la période protectionniste actuelle. On voulut protéger les produits français contre les produits étrangers, c'est-à-dire compenser par des droits de douane les inégalités que la situation économique présentait au détriment de nos produits. Mais la protection ne s'étendit pas à toutes les branches de l'industrie nationale : la soie et le cocon ne furent pas protégés. Toutefois, cet état de choses ne dura que quelques années.

Le traité de 1881, fut dénoncé par l'Italie en 1888, et à ce moment, on décida que les produits italiens, paieraient à leur entrée en France :

0 fr. 25 par kilo	cocons secs
1 fr. —	soie grège
2 fr. —	soie ouvrée

Mais on eut à faire face à une difficulté nouvelle. Dans la matière première employée par les usines de tissage de Lyon entrait $\frac{7}{8}$ de soies étrangères. Cette grande quantité de soie était frappée par les droits protecteurs ; au contraire, $\frac{1}{8}$ seulement échappait

aux charges nouvelles. C'était, pour les industriels de Lyon obligés de s'approvisionner à l'étranger, une lourde augmentation de frais. Or, la valeur des exportations françaises de soie manufacturée étant plus considérable que celle des importations de soie brute, le moindre relèvement dans les prix d'une étoffe devait être très préjudiciable à l'industrie lyonnaise et au commerce général de la France.

D'autre part, la prospérité de la filature est liée en grande partie à celle du tissage.

En 1892, époque à laquelle expiraient les traités de commerce antérieurs on eut une occasion de modifier les bases de la protection qu'on accordait à l'industrie de la soie.

On se trouvait en présence de deux systèmes différents, de deux formes pratiques de protection par l'État dans les diverses branches de la production nationale. Ou bien les produits étrangers seraient frappés à leur entrée en France de droits destinés à neutraliser la concurrence qu'ils font aux produits nationaux. Ou bien si ces droits tout en favorisant une branche de l'industrie en compromettaient une autre, il fallait rétablir par des avantages pécuniaires les inégalités que la situation nouvelle allait créer.

C'est cette seconde solution que le système des primes a consacrée.

Les primes ne sont autre chose qu'une aide pécu-

naire accordée, soit à l'exportateur, soit au producteur.

Les primes à l'exportation assez fréquentes autrefois, sont devenues très rares ; et, dans le cas particulier qui nous occupe les primes ont été accordées à la production.

Mais avant d'entrer dans le détail de la première loi sur les primes à la filature de la soie et des modifications successives qui y ont été apportées, nous allons préciser le but qu'on se propose ainsi d'atteindre et la mesure dans laquelle on y réussit.

On est en général d'accord pour reconnaître l'utilité et souvent même la nécessité d'une prime aux industries qui, pour une raison ou pour une autre, périssent et menacent de disparaître complètement.

Mais les sacrifices que l'État fait ne se comprennent que s'ils sont passagers. Il faut secourir une industrie en péril, mais en écartant l'idée de grever le pays d'une charge indéfinie. Et ainsi on est conduit à envisager la prime non seulement comme l'appoint nécessaire à l'existence de l'industrie menacée par les industries étrangères, mais encore comme un encouragement, comme le moyen que l'État lui donne de se relever, de perfectionner ses procédés, d'étendre son champ de production et de devenir capable, enfin, dans un temps plus ou moins éloigné de résister victorieusement et par ses seules forces à la concurrence extérieure.

Le premier soin du législateur sera donc de proportionner les primes aux perfectionnements de l'outillage et d'éviter un encouragement indirect à la routine.

En outre, ce système de protection offre le grand avantage de ne pas relever le prix des produits et de laisser le champ libre à tout le développement possible des importations et des exportations.

Enfin, les primes étant une question de législation purement intérieure, toute crainte de conflit international se trouve écartée.

Mais est-ce qu'en face de ces avantages très réels que présente le système des primes, des inconvénients non moins réels ne sont pas à redouter ?

Si, car l'effet immédiat des primes est de grever le budget d'un poids considérable. Évidemment on peut alléguer que ces charges sont imposées par la solidarité nationale, mais le fait n'en reste pas moins acquis qu'au point de vue fiscal les droits protecteurs rapportent et que les primes protectrices coûtent.

Un autre reproche que l'on fait aux primes est de favoriser la surproduction : non seulement en poussant les industriels déjà établis à augmenter leur production mais encore en incitant à la création d'usines nouvelles par la réclame considérable qui est faite de ce chef à l'industrie protégée.

De plus, les dépenses prévues peuvent être augmen-

tées par la fraude ; surtout en un temps où bien des gens pensent que voler l'État, n'est pas voler.

Il nous reste maintenant à étudier comment les dispositions législatives cherchent à tirer le plus grand parti possible du système et à corriger dans la pratique les inconvénients que nous avons signalés.

Nous examinerons successivement les lois de 1892, de 1898 et de 1909.

La loi du 13 janvier 1892 n'accordait des primes à la filature que pour une durée de cinq ans, jusqu'au 1^{er} juin 1897. En 1897, cette durée fut prolongée d'un an.

La prime était basée non sur la quantité produite, sur le kilo de soie, mais sur l'unité productrice sur la bassine. On pensait que le contrôle serait plus facile et que la soie produite serait de meilleure qualité, puisqu'on ne poussait pas à la production.

Le taux de la prime était de 100 francs par bassine à 2 bouts et de 400 francs par bassine filant à plus de 2 bouts. Ce sont justement les bassines de cette époque qu'on a qualifiées de « vieux chaudrons ».

Ce système était mauvais pour plusieurs raisons :

1^o La durée de cinq ans était trop courte pour permettre un développement suffisant de l'industrie et laissait les industriels dans une incertitude trop grande sur la situation qui leur serait faite à l'expiration de ce délai ;

2^o La prime calculée sur le nombre des bassines

ne poussait pas au perfectionnement de l'outillage. Au contraire, on en arrivait à se servir du plus vieux matériel et l'apparente prospérité de la filature que semblent attester les statistiques de cette époque se réduit en somme après examen tantôt à des spéculations sur la prime, tantôt à l'utilisation d'un outillage suranné ;

3° Enfin, quelle que soit la provenance des cocons filés, étrangère ou nationale, la prime restait la même et amena par suite une importation toujours croissante de cocons étrangers.

En 1898, on essaye de remédier à ces défauts évidents :

1° La durée de la loi fut fixée à dix ans. En fait, elle fut de onze ans, ayant été prolongée d'un an en 1908 ;

2° La bassine fut encore prise pour base de la prime, seulement on limita à 6 fr. 50 la prime maxima qui serait accordée par kilo de soie. De cette façon l'intérêt que les industriels avaient à employer un vieux matériel produisant peu, disparaissait. Mais n'échappait-on pas à un danger pour tomber dans un autre ? On n'avait plus à craindre l'emploi d'un vieux matériel, mais ne favorisait-on pas indirectement la production d'une soie mal filée ou extraite de mauvais cocons ?

3° On créa une prime différentielle selon que le filateur employait des cocons de provenance fran-

çaise ou étrangère : la prime se montait à 400 francs dans le premier cas ; et à 300 francs dans le second cas ;

4° Une innovation fut réalisée par cette loi elle consistait à limiter les charges dues aux primes en en fixant le maximum. C'est ce qu'on a appelé la « clause de sauvegarde » : l'article 9 fixait ce maximum à 4 millions et demi de francs ;

5° La prime accordée à la bassine filant à plus de trois bout était de 400 francs et une seconde prime de 400 francs était accordée à raison d'une bassine accessoire pour 3 bassines fileuses.

Il était, en effet, nécessaire en présence des progrès réalisés dans les pays étrangers au point de vue industriel de primer les bassines accessoires : on poussait ainsi les filateurs dans la voie de la transformation de leur outillage et du développement de leur production. Cette mesure prise dans l'intérêt de la production nationale et de l'intérêt économique du pays était très avantageuse pour l'ouvrière fileuse qui voyait introduire dans l'atelier une division du travail qui ménageait ses forces et facilitait sa tâche.

Malgré l'aide que la loi de 1898 donnait à la filature, les progrès auxquels on s'attendait ne s'étaient pas réalisés.

Aussi en 1909, quoique de nombreux filateurs demandassent le *statu quo*, le législateur a tenu à

introduire dans la loi des modifications et des dispositions nouvelles qui la rendissent plus efficace.

Et d'abord la loi a été votée pour une durée de vingt ans.

Ainsi les filateurs ne pourront plus dire qu'ils ne veulent pas entreprendre des dépenses pour la transformation de leurs usines parce qu'il ne savent pas de quoi l'avenir sera fait. Vingt années, c'est une période de temps très suffisante pour qu'une industrie puisse se transformer, se développer et donner des bénéfices.

La base du nouveau régime est la même qu'en 1898 : on donne une prime de 400 francs à la bassine filant à plus de trois bouts, à la bassine fileuse, à la bassine principale. On maintient donc l'ancien principe mais on en fait une application qui offre des résultats différents suivant l'un des deux cas que l'on envisage.

Comme le législateur, inspiré toujours de la même idée, a voulu pousser à la division du travail et au développement de la production, il a distingué deux catégories d'usines.

Dans la première catégorie, comme en 1898 on a distingué les bassines à plus de 3 bouts et à moins de 6 bouts et on leur a concédé une prime à raison d'une bassine accessoire pour trois bassines fileuses. Puis on a considéré les usines où il y a des bassines à plus de 5 bouts. On leur a concédé deux avan-

tages extrêmement importants : on leur a donné une prime de 400 francs à raison de 1 bassine accessoire pour 2 bassines fileuses au lieu de 3 et en second lieu on leur a donné une prime de 400 francs pour chaque service de noueuses ou de rattacheuses desservant 6 bassines fileuses.

Le principe d'un maximum à la prime allouée au kilo de soie filée a été maintenue. Mais pour forcer la bassine à avoir un maximum de production de plus en plus grand, on a établi une échelle décroissante de primes. Pendant les quatre premières années de l'application de la loi, pour ne pas modifier brusquement les habitudes industrielles, le taux de 6 fr. 50 sera encore admis ; puis dans les huit années suivantes, pour 1 kilo de soie on n'aura plus que 6 fr. et dans les huit dernières années on n'obtiendra plus pour la même quantité de soie que 5 fr. 50.

Quant à la prime différentielle pour la filature des cocons français ou étrangers, elle est maintenue dans les mêmes conditions.

En revanche, on ne trouve plus dans la nouvelle loi de clause de sauvegarde, fixant le maximum total des primes à donner à la filature.

Enfin, une dernière innovation vise le personnel des usines. On prélève 6 o/o du montant des primes versées au filateur pour constituer un fonds de secours et de maladie en faveur des fileuses.

Un autre prélèvement de 1,50 o/o, prévu déjà dans la loi de 1898 pour les frais de surveillance et de contrôle nécessaire pour l'application de la loi, est fait sur le montant de la prime.

De sorte que la prime est en réalité de 400 francs diminués de 7,50 o/o : le filateur reçoit donc réellement non pas 400 francs mais 370 francs par bassine. Comme la bassine produira en moyenne 90 kilos de soie par an le filateur recevra comme prime 5 fr. 48 par kilo de soie filée (1).

La liquidations de primes se fait trimestriellement. Les filateurs adressent directement et sous pli recommandé les pièces constatant le droit à la prime.

Le service compétent vérifie les pièces reçues et propose au ministre « l'approbation des états collectifs de dépenses ». Le ministre adresse ensuite aux préfets, l'état des dépenses approuvées et une ordonnance de délégation en vertu de laquelle des mandats sont délivrés individuellement à chacun des filateurs.

Le montant total des primes n'a jamais atteint, depuis 1898, le maximum de 4 millions et demi fixé par cette loi.

Les statistiques dressées par le ministère du com-

1. Pour obtenir ce chiffre, il faut ajouter aux 370 francs de prime donnés à la bassine, le tiers, ou 123 francs, de la prime accordée à la bassine accessoire pour 3 bassines filant à plus de 3 bouts, soit donc 493 francs à diviser par 90 kilos.

merce et de l'industrie (1), indiquent que les dépenses pour les primes se sont élevés (2).

En 1892..	3.669.880,81	1901..	4.167.951,43
1893..	3.967.719	1902..	4.289.423,80
1894..	4.100.000	1903..	4.023.155,97
1895..	4.318.908,70	1904..	3.837.231
1896..	4.595 722,82	1905..	4.064.518,58
1897..	4.723.437,94	1906..	4.114.299,62
1898..	4.473.483,78	1907..	4.125.745,37
1899..	3.994.936,73	1908..	4.164.519,44
1900..	4.030.345,50		

Pendant cette même période, le montant de la prime par kilogramme de soie a été :

En 1892.....	5,05	1901.....	5,46
1893.....	5,38	1902.....	5,30
1894.....	5,99	1903.....	5,31
1895.....	5,42	1904.....	5,23
1896.....	5,49	1905.....	5,35
1897.....	5,58	1906.....	5,25
1898.....	5,46	1907.....	5,21
1899.....	5,18	1908.....	5,26
1900.....	5,21		

-
1. Annexes IV de la publication statistique des primes.
 2. Dans ces totaux, il n'y a pas la somme provenant de la retenue de 1,50 o/o pour frais de surveillance et de contrôle.

Avec la loi de 1909, nous sommes arrivés au terme de l'évolution législative, que nous avons étudiée.

Nous avons vu que les principales dispositions de cette loi corrigeaient les défauts des lois antérieures.

Cependant aussi bonnes que les dispositions de cette loi puissent nous paraître, il nous manque encore pour être certain de leur efficacité la confirmation que donnent les faits.

Or, aucune statistique officielle n'a encore été publiée pour l'année 1909. Et avant d'être en état de juger, il faut attendre.

CHAPITRE IV

DE LA CONDITION DES OUVRIÈRES DANS LA FILATURE DE LA SOIE

Au xiii^e siècle, Étienne Boileau parlait déjà des « fillereses de soye ». Cependant, les femmes dont l'habileté, la patience, la minutie conviennent à merveille au travail délicat de la soie ne se virent accorder le libre accès des manufactures que par l'arrêt du 3 septembre 1786.

Actuellement, il n'y a que des femmes dans les filatures.

Cela tient à l'importance de plus en plus grande qu'a prise dans l'industrie le métier mécanique. La force musculaire n'est plus aussi nécessaire : il suffit tout au plus d'un simple travail de surveillance et on recherche plutôt pour cela des femmes dont le salaire est moins élevé et qui produisent tout autant (1).

L'ouvrière fileuse, dans son travail de tous les

1. Teisserenc, thèse 1910.

jours, fait preuve de rares qualités techniques qu'admirent tous ceux qui l'approchent. Considérée, sous le rapport de l'intelligence et de l'habileté, dit M. Laurent de l'Arbousset, l'ouvrière fileuse française, ne le cède en rien à celles d'aucune autre nation séricicole. Dans l'ensemble elle est même certainement bien supérieure à ces deux points de vue.

Mais elle a aussi les défauts de ses qualités.

Dans les villes principalement on a pu remarquer que par suite des distinctions extérieures, elle n'apportait plus la même application, la même attention minutieuse de tous les instants, qui est indispensable au filage de la soie ; si, une surveillance nombreuse et stylée n'était constamment là pour ramener son esprit aux réalités du dévidoir qui tourne, les voyages dans le bleu ou les confidences à ses voisines prendraient une grande partie de la journée (1).

Heureusement, nombreuses encore sont ces « filles des Cévennes si remarquables par le bleu de leur regard et la finesse de leur traits » (2), chez qui on retrouve ces vieilles qualités de la race cévenole, que Bismark appelait « une des plus fortes races de paysans ». Cet éloge n'a rien d'excessif, quand on connaît le travail journalier de ces femmes qui vivent dans des régions où elles ont déjà beaucoup à souffrir de la rigueur du climat.

Depuis la loi de 1892 le travail dans les usines ne

1. Laurent de l'Arbousset.

2. Devèze, *Débats parlementaires*, mai 1909.

dure que dix heures ; il est interrompu deux fois par un repos d'une heure. La rentrée à la filature a lieu à 6 heures du matin ; à 9 heures un repos d'une heure, puis le travail est repris de 10 heures à 6 heures avec un arrêt de une heure à deux heures.

C'est donc une heure qu'a la fileuse pour faire son dîner : or, en supposant qu'elle habite à proximité de la filature, elle n'a pas le temps de « se faire de la cuisine et elle est obligée de se contenter d'une modeste soupe au lard, de quelques oignons et de quelques pommes de terre (1) ».

Ce peu de temps l'oblige à chercher une nourriture vite préparée ; aussi abuse-t-elle de charcuterie, trop souvent mauvaise. Elle prend une nourriture insuffisante qui ne permet pas de reconstituer ses forces. Beaucoup d'entre elles sont atteintes d'anémie. Cependant comme elles vivent sous un climat très sain, la mortalité parmi elles est peu considérable. Mais en revanche dans ces classes ouvrières la mortalité infantile est assez élevée.

Voilà la situation de l'ouvrière qui habite dans le centre où se trouve l'usine.

Mais que dire du sort de ces ouvrières, nombreuses encore aujourd'hui, qui ont 4, 5 ou 6 kilomètres à faire chaque matin et chaque soir pour venir à la filature et retourner chez elles ?

1. Dubois, *Débats parlementaires*, mai 1909.

Ou encore de ces jeunes filles, quoique en petit nombre, qui partent de chez elles le dimanche soir à 4 ou 5 heures pour venir coucher tout près de leur travail et se présenter à l'ouverture de l'usine le lundi matin, et qui ne rentrent chez elles que le samedi soir à 8, 9 et parfois 10 heures du soir ?

Les voici à l'usine.

Dans leur travail dont nous avons énuméré les diverses opérations au chapitre deuxième, l'ouvrière n'est pas assise de face devant la bassine, mais de biais : et, c'est là une position qui peut être gênante au moment de la grossesse.

On se montre en général assez sévère pour apprécier l'insalubrité et la fatigue du filage des cocons, C'est Villermé qui écrivait :

Bien peu de travaux sont plus dégoûtants, d'une odeur plus repoussante, et payés d'un salaire plus faible que la première préparation de la soie ou son *tirage* du cocon. Aussi les ouvriers ou mieux les ouvrières qui l'exécutent, appartiennent-elles à la classe la plus pauvre, et il serait difficile, si on ne les avait vues, de se faire une idée de la misère et du mauvais état de santé d'un grand nombre d'entre elles.

Dans la topographie de la ville de Nîmes et de sa banlieue par MM. Jean-César Vincens et Beaumes (1) on trouve une liste effrayante de toutes les maladies

1. Nîmes, 1802.

auxquelles on assure que ces ouvrières sont plus spécialement exposées : fièvres putrides, catarrhes, congestions humorales dans les organes de la respiration, une espèce de bouffissure du visage, les clous, les panaris, des tumeurs qui approchent beaucoup de l'anthrax, etc.

Enfin, tout récemment, à la Chambre des députés, M. Devèze, parlait ainsi du travail de la fileuse :

L'ouvrière fileuse a presque toute la journée le visage penché sur une bassine où des cocons s'agitent sous l'influence de la vapeur. Le dévidage du cocon laisse en liberté la chrysalide, c'est-à-dire le cadavre du ver, qui tombe au fond de la bassine. Ce cadavre décomposé, vicie l'eau et l'odeur désagréable qui se dégage remplit l'atmosphère, elle imprègne les cheveux et le costume de l'ouvrière fileuse, pénètre même dans sa chair, de sorte qu'il lui est très difficile de s'en débarrasser. Il y a dans nos pays de filature une odeur *sui generis* qu'on appelle l'odeur de la fileuse... Il y a plus. L'eau de la bassine est bouillante. Les vapeurs qui s'en dégagent tiennent l'ouvrière dans un tel état de congestion et de transpiration permanent que si une porte s'ouvre, c'est le courant d'air qui apporte le refroidissement et la maladie. Et, si avec des précautions minutieuses, elles échappent aux accidents à l'intérieur de l'atelier, elles n'y échappent généralement pas lorsqu'elles passent de la température surchauffée de l'intérieur à celle de l'extérieur — glaciale en hiver — de nos montagnes cévenoles. Aussi la maladie sévit dans ce milieu et la tuberculose y fait des ravages...

Ce travail devient particulièrement douloureux

à cause de la sensibilité qu'acquiert le bout des doigts plongé à chaque instant dans l'eau bouillante (la température moyenne du bain est de 70 degrés) ou presque bouillante des bassines. Aussi constate-t-on souvent des troubles trophiques des extrémités digitales. Le meilleur moyen pour empêcher la douleur est de mettre fréquemment les doigts dans du vin rouge et froid. Chaque dévideuse, du reste, a de l'eau froide à côté de sa bassine.

C'est toute jeune que l'ouvrière fileuse commence à mener cette pénible existence qui sera encore celle de ses vieux jours. En effet, la loi de 1898 permet à la jeune fille de treize ans de travailler à la filature durant dix heures par jour.

De sorte que voilà une industrie où il n'y a plus d'apprentissage au sens propre du mot. La jeune ouvrière, qui ignore tout de son nouveau métier, exige dès le début, une rémunération qui pendant le premier mois est d'abord de 0 fr. 25, puis 0 fr. 50 par jour; pendant le second mois, de 1 francs par jour et après trois mois et demi elle a le même salaire que sa mère. Ainsi, tandis qu'il n'y a pas très longtemps encore, l'ouvrière restait vraiment apprentie pendant un an, aujourd'hui après six mois elle refuse même d'en avoir le nom.

Pour atténuer cette crise de l'apprentissage, qui est du reste générale dans toutes les industries, on a essayé plusieurs moyens. Un arrêté du 17 sep-

tembre 1898 a introduit l'enseignement du travail manuel dans les écoles de garçons et de filles :

Dans le but, dit le texte de cet arrêté, de développer le goût, l'habileté, la dextérité des enfants, de leur faire comprendre l'importance du travail manuel, de leur en donner l'habitude et de le leur faire aimer.

C'est toujours dans le même esprit que le 15 juillet 1905 un projet de loi a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés. On l'a vivement critiqué.

Est-il besoin, en effet, de déclarer obligatoire un enseignement qui n'aura d'autre but que de créer des ouvriers d'art, des contre maîtres et des spécialistes ? Et puis, pourquoi vouloir faire passer toutes les industries si dissemblables qu'elles soient les unes des autres dans le même moule ?

Dans la filature de la soie, par exemple, il est évident qu'une école d'apprentissage ne pourrait être qu'un « établissement faisant double emploi avec l'atelier, dont l'intérêt pratique serait nul, car on ne peut demander à une ouvrière de ces industries rien d'autre, sinon de conduire plusieurs filières et alors dans ces conditions que pourrait-elle apprendre à cette école dont elle puisse tirer parti à l'atelier ? (1) »

Ces critiques exposées dans le compte rendu de

1. *Bulletin* de mars, 1906 : Compte rendu de l'Assemblée générale des délégués de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France.

l'Assemblée générale des délégués de l'Union des Syndicats patronaux des industries textiles de France sont suivies d'un vœu pour que le Parlement intervienne par voie de subvention pour encourager les œuvres si considérables réalisées en matières d'enseignement professionnel par l'initiative individuelle et notamment par les Chambres de commerce et les Chambres syndicales. La réalisation de ce vœu aurait les conséquences les plus avantageuses pour la solution de cette question si complexe qu'est la crise de l'apprentissage : nous devons la signaler en passant, parce qu'elle soulève dans l'industrie et le commerce une juste émotion.

Si l'apprentie reçoit un salaire qui n'est en rapport ni avec ses services, ni avec ses besoins, il en est de même pour l'ouvrière : le salaire de la première est trop élevé, celui de la seconde est beaucoup trop bas.

Cette constatation, qui ne peut échapper à personne, a fait l'objet de nombreux exposés, par les députés de tous les partis, lors de la discussion de la loi sur le renouvellement des primes. Les divers orateurs faisaient remarquer que dans le projet de loi les ouvrières fileuses avaient été oubliées, et cependant disaient-ils :

Trois éléments principaux concourent à la confection de la soie : le sériciculteur qui fournit la matière première, le cocon ; le filateur qui dirige la transformation de cette

matière : du cocon en fils de soie ; enfin, l'ouvrière fileuse qui opère cette transformation.

En s'inspirant des principales résolutions, prises dans le congrès régional des fileuses, tenu le 1^{er} mars 1908 à Alais (1), on a longuement discuté au Parlement sur la question du salaire, sur la question des heures de travail, sur les secours dus aux vieillards et aux infirmes, et enfin sur les conditions de sécurité et d'hygiène absolument nécessaire dans les usines.

La question du salaire des femmes souvent si minime, si infime, si misérable est des plus angoissantes.

Pourquoi donc le taux de rémunération du travail des femmes est-il si bas ? Les conditions de l'existence ne sont pas différentes qu'il s'agisse de l'homme ou de la femme. Sans doute la femme mange moins, elle a moins de besoins, elle ne connaît (du moins en général et pour la plupart) ni le cabaret, ni le jeu et

1. 1^o Demander au Parlement de n'accorder la prime qu'aux patrons qui s'engageront à assurer aux fileuses un salaire journalier d'un minimum de 2 francs ;

2^o De même, de ne l'accorder qu'à ceux qui s'engageront à ne pas faire travailler plus de huit heures par jour ;

3^o De faire subir au filateur une retenue de 10 0/0 sur les primes, retenue qui sera employée à la constitution d'une caisse de chômage ;

4^o Que les déléguées ouvrières seront instituées comme pour les mineurs, chargées de veiller à l'hygiène, à la sécurité et à l'observation des règlements et lois protégeant les fileuses à raison d'une par cent ouvrières.

elle ne fume pas. Néanmoins étant donné la place restreinte qu'occupe ou que devrait occuper cette partie du salaire dans le budget ouvrier, là n'est pas la raison de l'écart du salaire de la femme avec celui de l'homme. La véritable raison est sans nul doute que son salaire est un salaire d'appoint. Lorsqu'elle est jeune fille elle habite dans sa famille, vit avec son père et sa mère ; le jour où elle se marie, elle va vivre avec son mari. Il en résulte que son salaire n'est jamais que le complément de celui de la personne qui la nourrit et la loge : celui de son père d'abord, celui de son mari ensuite. Il faut évidemment reconnaître qu'elle subit la conséquence de son infériorité sociale et politique. Mais il serait profondément injuste de parler du rendement inférieur du travail féminin, surtout dans les usines où le travail n'exige chez l'ouvrier aucun effort physique, mais plutôt une habileté manuelle qui est plus particulière à la femme.

Le salaire de la femme, disons-nous, est peu élevé parce qu'il est un salaire d'appoint.

Comment donc fera la femme qui vit seule ? Ce n'est pas là une pure hypothèse, car, beaucoup d'ouvrières se trouvent célibataires ou veuves. Il arrive aussi, malheureusement assez fréquemment, qu'elles sont abandonnées par leur mari ou l'homme avec lequel elle vivaient sans mariage légal.

Pourra-t-elle vivre seule, la femme qui n'a que son

salaire, sans chercher quelqu'un pour lui venir en aide ? Non. C'est, constatation bien triste mais vraie, une nécessité à laquelle elle doit se soumettre. Il suffit, pour s'en convaincre, d'étudier un budget de famille ouvrière.

Nous avons très nettement observé, parmi les familles ouvrières sur lesquelles nous avons fait porter notre enquête que seules les familles, où l'homme apporte tous les jours son salaire, peuvent vivre sans faire de dettes.

Nous nous contenterons de donner le résultat des observations faites sur deux familles, qui peuvent servir de « famille-type » pour notre démonstration.

La première, est composée de six personnes : du père, de la mère, de trois enfants et d'un aïeul.

Le père, ouvrier agricole, gagne 3 francs par jour, la mère et les deux filles, sont fileuses et ont 1 fr. 60 de salaire journalier. L'aïeul garde le troisième enfant, en bas âge.

En admettant trois cents jours de travail par an (et en disant deux-cent-quatre-vingt-quinze, nous serions plus près de la vérité), cette famille recevra annuellement :

Salaire du père.....	900 fr.
Salaire des 3 fileuses.....	<u>1.440 fr.</u>
	2.340 fr.

Ses dépenses peuvent être ainsi détaillées :

Loyer annuel.....	160 fr.
Viande, 5 kilos par semaine à 2 francs le kil.	520 fr.
Pommes de terre, 10 kil. « à 0 fr. 25 les 2 kil.	65 fr.
Autres lég. 0 kgr. 500 par jour, à 0 fr. 50 le kil.	54 fr. 75
Pain, 25 kilos par semaine à 0 fr. 35.....	455 fr.
Fromage, 0 kgr. 500 » 1 fr. la livre....	52 fr.
Sucre, 1 kilo » 0 fr. 70 le kilo...	36 fr. 40
Huile, 1 litre » 0 fr. 90 le litre...	46 fr. 80
Vin, 2 litres par jour à 0 fr. 15 le litre.....	109 fr. 50
Café, 0 kgr. 500 par semaine à 2 francs le kilo.	104 fr.
Bois, 10 fagots à 0 fr. 10 par semaine.....	52 fr.
Pétrole, 1 litre à 0 fr. 30 »	15 fr. 60
Savon, 2 pierres à 0 fr. 40 la pierre.....	41 fr. 60
Vêtements.....	350 fr.
Chaussures.....	150 fr.
Cotisations. Secours mutuels.....	20 fr.
Menus plaisirs, tabac. 2 francs par semaine.	104 fr.
	2.336 fr. 65

Ainsi, cette famille laborieuse pourra à la fin de l'année mettre de côté 3 fr. 35 !! On comprend tout de suite pourquoi l'épargne n'est pas plus répandue dans les classes ouvrières : ce n'est pas seulement l'esprit de prévoyance et le désir de l'épargne qui leur manquent !!

On le comprendra encore mieux en examinant les

recettes et les dépenses de la seconde famille-type. Elle est composée de trois personnes : la mère et une fille, toutes deux fileuses et un enfant en bas âge.

Elles reçoivent 960 francs ; mais elles dépensent :

Pour leur nourriture : 2 fr. 10 par jour.....	766 fr. 50
Pour les vêtements, les chaussures, le linge..	200 fr.
Pour le logement	60 fr.
	1.026 fr. 50

C'est-à-dire qu'il manque à ces malheureuses 66 fr. 50 pour satisfaire à leurs besoins, alors même qu'elles n'ont pu payer les cotisations d'une société de secours mutuels qui, en cas de maladie, prendrait à sa charge les frais pharmaceutiques et médicaux.

Puisque malgré toutes leurs économies et toutes leurs privations, elles ne peuvent échapper à la misère, que dire si un grand nombre d'entre elles cherchent, la charité publique ne pouvant le faire, à assurer leur vie par une union illicite ?

Ce salaire modique de 1 fr. 60 (1) offre la caractéristique de n'avoir pas varié avec le temps. Tandis que la statistique officielle de l'office du travail dit que de 1853 à 1906, les salaires ont augmenté de 110 0/0, il est triste de constater que dans l'industrie

1. Dans les industries très protégées du Nord et dans celles de l'Est, les femmes reçoivent 3 francs et 3 fr. 50 (Fougeirol),
Débats parlementaires.

de la soie, ce salaire n'a pas varié depuis 1830 (1) : c'est peut-être le seul exemple que nous ayons en France d'une semblable stabilité.

La raison semble en être indiquée dans ces paroles de M. Gide :

Le taux des salaires est sujet à se cristalliser, beaucoup plus que le prix des marchandises : d'ailleurs, le même phénomène se manifeste pour le prix des marchandises vendues au détail, mais dans une moindre mesure. C'est ce qu'on exprime en d'autres termes en disant que le taux des salaires là où des ouvriers ne sont pas organisés et surtout loin des grands centres est régi par la *coutume*.

Jusqu'en 1906, le salaire n'était que de 1 fr. 50. A cette époque, les ouvrières de Ganges (Hérault), groupées dans un syndicat local, demandèrent une augmentation et elles obtinrent après une grève de trois semaines, 0 fr. 10 de plus par jour. Elles réclamaient la journée de 2 francs : soit un salaire vital par jour de 1 fr. 65 seulement. C'est précisément parce que 2 francs de salaire n'est pas 2 francs par jour, que les députés des régions séricicoles demandaient tout récemment un salaire minimum de 2 francs par jour.

On doit convenir, disaient-ils, que pour vivre normalement, il faut plus de 2 francs même dans le Midi où le soleil remplace en partie les aliments.

1. *Débats parlementaires*. Sénat, *Journ. off.*, 11 juin 1909.

Le ministre répondit qu'il était impossible de fixer par voie législative, le chiffre du salaire dans une industrie privée.

De sorte que le sort des fileuses, ne semble pas devoir s'améliorer d'ici longtemps, si on se souvient de la réponse que firent au juge de paix, en 1906, les patrons filateurs de Ganges.

Nous avons établi, chiffres indiscutables en mains, le prix de revient et le prix de vente d'un kilo de soie, (avec la main d'œuvre à 1 fr. 50, en 1906, ils établissaient une perte de 0 fr. 445 par kilo.). De cette exposé franc et loyal, il est clairement ressorti que 1 fr. 50 était malheureusement le salaire maximum que la filature pouvait payer.

Pour dénouer une crise qui compromet tant d'intérêts dans notre ville, pour éviter une prolongation de chômage à la population ouvrière si laborieuse et si intéressante que sont nos fileuses, nous avons accepté de faire un sacrifice qui, nous l'affirmons, nous sera très lourd : nous avons offert de porter à 1 fr. 60 la journée de dix heures. C'est l'effort maximum que nous puissions faire, nous l'avons prouvé. Il nous est maintenant impossible d'aller au delà... »

Il est vrai que le salaire n'est qu'« une des faces
« de la vie du travailleur : l'autre face c'est le travail.
« L'amélioration de son sort peut dépendre aussi
« bien d'une diminution de peine que d'un accrois-
« sement de revenu... La vie professionnelle n'est
« pas tout : la vie de famille, la vie civique, la vie
« intellectuelle veulent du temps aussi (1) ».

1. Gide, *op. cit.*

Depuis la loi du 1^{er} avril 1904, la journée dans la filature n'est plus de douze heures, mais de dix heures, conformément à un amendement qu'avaient déposé et fait adopter, en 1898, MM. Maurice Faure et Jaurès.

Pendant la discussion de la dernière loi sur les primes, plusieurs députés ont demandé pour nos fileuses la semaine anglaise : dix heures de travail par jour pendant cinq jours et quatre ou cinq heures le samedi dans la matinée.

Que de raisons ne trouve-t-on pas pour justifier ces quelques heures de liberté !

Du côté ouvrier : le samedi après-midi, pourrait se réunir la famille que le travail de la semaine disperse ; ces quelques heures seraient consacrées aux soins de l'intérieur et du ménage. Ce serait la possibilité de s'assurer pour le dimanche quelques heures de loisir familial et d'indispensable repos.

Du côté patron : la perte occasionnée par la cessation du travail se trouverait en partie atténuée par l'économie réalisée sur le chauffage, l'éclairage, l'alimentation des machines. Il lui serait en même temps possible de faire procéder au nettoyage de son usine. De plus, c'est un fait d'expérience que là où la semaine anglaise est pratiquée, le travail du lundi matin est notablement meilleur.

Ainsi, cette mesure serait avantageuse pour les

ouvriers et par ailleurs d'un fort mince préjudice pour le patron.

La majorité de nos deux Chambres a très certainement apprécié le bien fondé d'arguments tels que ceux que nous exposons, mais elle n'a pas voulu s'affirmer dans un vote, fixant le minimum de la journée légale des ouvrières de l'industrie séricicole, comme il avait été déjà fait pour les agents des chemins de fer et pour les mineurs.

Les fileuses n'ont attaché aucun intérêt à la loi sur le repos hebdomadaire : car, le travail est suspendu le dimanche dans ces établissements.

Mais elles vont bénéficier de la récente loi du 28 novembre 1909 garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches. L'article unique de cette loi est ainsi conçu :

La suspension du travail par la femme, pendant huit semaines consécutives dans la période qui précède et suit l'accouchement ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

Toute convention contraire est nulle de plein droit.

L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré.

Malheureusement, dans l'état actuel des choses, l'application de cette loi ne donnera pas tous les

résultats attendus. Nous avons vu, en effet, combien minimales sont les économies d'une famille ouvrière quand il lui est possible d'en faire. Et alors, comment la fileuse pourra-t-elle payer les frais de médecins, les frais de pharmacie et vivre pendant ces deux mois de chômage et d'invalidité ?

Il faudrait que dans ces milieux ouvriers les idées de prévoyance et surtout d'assistance, de mutualité soient plus développées.

Le Parlement l'a si bien compris qu'il a inséré dans l'article 4 de la loi sur les primes, le paragraphe suivant :

Sur le total des primes versées aux filateurs de soie, il sera prélevé 6 o/o pour la constitution d'un fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des usines qui sera réparti par l'État entre les sociétés de secours mutuels constituées par le personnel ouvrier des usines de filature.

En appliquant cette retenue de 6 pour 100 aux 4.164.519 fr. 44 de primes versées en 1908, il serait revenu aux fileuses 299.877 fr. 14. Or, comme il y avait en France 13.655 (1) bassines, la somme qui

1. Bassines filant à plus

de 3 bouts..... 11.173 soit 11.173 fileuses.

Bassines accessoires. 2.390 soit 597 ouvr. à raison de
1 ouvr. par 4 bass.
accessoires Art. 3
in fine décret du
29 sept. 1909.

Bassines à 1 bout fi-
lant des cocons doubles

92 soit 92 fileuses.
13.655 b. av. 11.862 ouvrières.

serait revenue à chacune des 11.862 fileuses après le partage aurait été de 18 fr. 25.

Il est évident que l'allocation mise à la disposition des ouvrières est bien insuffisante. Sans doute, elle augmentera vite avec les versements annuels des ouvrières et les secours pécuniaires de ces filateurs qui, comme on l'a dit à la Chambre des députés, sont disposés à doubler le capital des œuvres de solidarité que constitueront des groupements ouvriers.

Depuis la loi de 1909, un grand nombre de sociétés de secours mutuels se sont formées. Alors qu'avant 1909 il n'existait que quatre ou cinq de ces sociétés, actuellement on en compte 80 et il y en a trois en voie de formation. Elles ont 10.801 membres (1). En juillet 1910 (2), des arrêtés ministériels ont approuvé les statuts de 22 de ces sociétés et en août ceux de 24 autres. D'ici peu, chaque ville ou village où il y a une filature aura une société de secours mutuels.

Le ministère du travail et de la prévoyance sociale a rédigé des statuts modèles (que nous reproduisons dans l'annexe 4), qu'ont adoptés ces diverses sociétés.

On peut donc espérer que dans quelques années la mère pourra, sans courir le risque de tomber

1. Enquête personnelle en janvier 1911 au ministère du Commerce.

2. *J. off.* du 8 juillet 1910 et du 9 août 1910.

dans la misère ou de perdre sa place, prendre le repos dont elle aura besoin et donner à son nouveau-né des soins indispensables.

La loi du 22 mars 1898, modifiée par les lois de 1902 et de 1906, garantit les ouvrières contre les accidents du travail. Les accidents sont du reste très peu nombreux dans les filatures. Le taux peu élevé de la prime d'assurance, (il n'est que de 10/0 des salaires), en est la meilleure preuve. Et c'est un taux qu'il n'est pas question d'augmenter, parce que précisément les compagnies d'assurance ne considèrent pas cette profession comme dangereuse.

Mais à côté du risque accident il y a le risque maladie. Nous voulons parler de la maladie professionnelle, de celle qui au même titre que l'accident du travail, met, à un moment donné, l'ouvrier du fait de la profession qu'il exerce, dans l'impuissance de gagner son salaire et de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. La maladie professionnelle est une affection inhérente à l'exercice de certaines professions, celle dont l'ouvrier est fatalement atteint après un temps plus ou moins long, celle à laquelle il ne saurait échapper. C'est ainsi qu'une dermatite de la main, progressivement amenée par le contact journalier d'un bain d'eau trop chaude doit être considérée, étant le résultat de l'exercice habituel et normal de la pro-

fession de l'ouvrière, comme ne donnant pas ouverture aux indemnités prévues par la loi de 1898. Puisque aucune loi ne s'occupe des maladies professionnelles l'ouvrière ainsi atteinte ne pourra que demander des dommages-intérêts en s'appuyant sur l'article 1382 du Code civil : mais, il lui faudra alors administrer la preuve de la faute du patron : preuve qui sera le plus souvent difficile à faire.

La loi du 14 juillet 1905 protège les ouvrières âgées : elle permet à tout citoyen français sans ressources de plus de soixante-dix ans ou à n'importe quel âge, s'il est invalide, de réclamer de sa commune une pension qui varie d'un minimum de 60 francs à 240 francs par an.

Les ouvrières fileuses n'avaient pas trop profité jusqu'à ces temps derniers de la faculté que leur laissait la loi de 1884, de former des associations professionnelles et des syndicats. En 1902, sur 53 syndicats composés exclusivement de femmes, on n'en rencontrait qu'un avec 70 femmes dans l'industrie de la soie. Il est vrai de dire que les employeurs qui, eux se sont syndiqués, ont essayé de refuser ce droit à leur personnel féminin. Actuellement, les ouvrières fileuses sont constituées en union régionale de syndicats affiliée à la grande union des syndicats du textile.

Enfin, il faut encore signaler dans cette courte énumération des différents textes qui rentrent dans

le domaine de la législation ouvrière (1), les lois de 1892 et de 1900 et le décret du 13 mars 1893 qui sont les principales dispositions législatives et ministérielles ayant pour but d'assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels.

Les prescriptions nombreuses de ces lois portent surtout sur les dimensions et la ventilation des salles, sur les appareils de préservation contre les machines et sur l'installation des lavabos.

Il est juste de reconnaître que toutes les filatures actuelles ont de très grandes salles, dont le plafond le plus souvent est élevé, et qui toujours ont de grandes et très nombreuses fenêtres. Ainsi les fileuses ne manquent pas des 40 ou 50 mètres cubes d'air que les hygiénistes pensent nécessaires à l'ouvrier pendant son travail.

Pour veiller à l'exécution de ces différentes lois, il existe un ensemble de fonctionnaires, appelés « inspecteurs du travail », munis de pouvoirs assez étendus et notamment de celui d'entrer dans les usines (2).

1. Sur le rapport de M. Ch. Benoist député de la Seine, le 15 avril 1905, la Chambre a voté 5 livres sur 7 du « Code du travail » comprenant l'ensemble de toutes les lois ouvrières actuellement existantes.

2. Ce corps de fonctionnaires a été organisé pour la première fois d'une façon complète et uniforme dans la France entière par la loi du 19 mai 1874; puis réorganisé par les articles 17 à 24 de la loi du 2 novembre 1892.

Ces fonctionnaires adressent chaque année au ministre du Commerce des rapports détaillés sur l'ensemble de leurs opérations.

La juridiction spéciale des conseils de prud'hommes tranche les rares conflits entre ouvriers et patrons.

Ces derniers sont très fortement organisés pour la défense de leurs intérêts :

A Valence, se trouve le Comité général de défense de la filature dont la caisse est alimentée par le versement de 1 franc que font les filateurs par bassine primée ;

A Marseille, le Syndicat des marchands de soie et des importateurs de cocons de Marseille ;

A Lyon, le Comité général de défense de la soie ;

A Alais, le Syndicat des filateurs des Cévennes ;

Puis l'Union des filateurs et des mouliniers français ;

Enfin, ils ont des représentants dans les Chambres de commerce.

De sorte que, jusqu'à ces temps derniers, les patrons ont pu triompher facilement des revendications ouvrières ; mais, l'inégalité de situation où se trouvaient les fileuses disparaît tous les jours avec l'organisation des syndicats ouvriers et leur plus grand nombre. Et il est certain que si ces syndicats n'oublient pas — comme il arrive malheureusement

trop souvent — que leur rôle est de ne s'occuper que de questions professionnelles, le sort de l'ouvrière ira s'améliorant, surtout avec le développement des idées de mutualité.

CONCLUSION

Ainsi donc, la conclusion qui s'impose à notre étude, est que la situation de la filature française est si précaire qu'elle eût très probablement disparu, sans le secours que le système des primes est venu lui fournir.

Nous avons montré, en effet, que pendant les quinze années qui s'étendent, de 1892 à 1907, l'excédent constant du prix de revient du kilo de soie sur le prix de vente a été en moyenne de 4 fr. 46.

Les primes lui ont donc permis à peine de vivre, puisqu'elles se sont entièrement fondues dans le prix de façon, au point que pendant ces quinze années, les filateurs qui ont touché en moyenne 5 fr. 37 par kilo de soie n'ont eu un bénéfice général moyen que de 0 fr. 91 par kilo de soie produite, avec une année de perte pour trois années de bénéfices.

Cette triste situation va-t-elle changer avec les

nouvelles dispositions de la dernière loi sur les primes ?

La filature reconnaîtra-t-elle les nouveaux sacrifices que l'on a faits pour elle, et la verrons-nous faire des efforts sérieux pour développer autant son importance que son outillage ?

Nous devons le souhaiter, car, comme le disait, il y a quelques années, M. A.-J. Malfour le premier ministre britannique, au moment de la crise cotonnière : « Les fortunes d'aucun commerce, ni d'aucune industrie ne peuvent être regardées comme d'intérêt privé et aucune classe ne peut souffrir sans que le mal dont elle souffre, ne s'étende au loin, en vagues concentriques, *in far reaching waves*, à toutes les autres classes et à toutes les autres parties de la communauté. »

Il semble que le Parlement français ait été pénétré de cette idée, et ait voulu travailler à faire une *France Économiquement plus grande*, lorsqu'il a voté la prolongation à vingt ans de la durée de la nouvelle loi.

C'est là une garantie de stabilité que la filature ne trouvait pas dans les lois antérieures lui accordant des primes. Désormais, les sériciculteurs pourront se remettre avec confiance et sécurité, à la plantation du mûrier et les filateurs pourront procéder à des transformations d'outillage, sans que les uns ni les autres puissent redouter par l'extinction trop

rapide de la prime, de perdre le fruit de leur avancement et de leurs sacrifices.

D'autre part, le crédit mis à leur disposition n'étant plus limité, ils ne risqueront pas du moins pendant vingt années de compromettre par leur développement même, leur existence, puisque du maintien intégral de taux inscrits dans la loi dépend l'existence même de ces industries.

Aussi la prime de 1909 n'est plus comme celle de 1898 « une prime à la routine ». Il faut que les sériciculteurs plantent beaucoup de ces « arbres d'or » pour pouvoir fournir bientôt à la filature les 3 millions de kilos de cocons dont elle manque actuellement et les 5 à 6 millions dont elle aura besoin quand son outillage modifié et perfectionné lui permettra de produire davantage.

Les débouchés ne manqueront certes pas sur le marché extérieur à ces nouveaux produits.

En France, en 1909, les besoins de la consommation se sont élevés à 4.382.000 kilos de soie : mais la France ne file que 780.000 kilos de soie, il a donc fallu demander à l'étranger le complément.

Or, le goût du luxe qui va grandissant, pousse toujours à une consommation de plus en plus grande de la soie. D'autre part, les États-Unis existent, qui ne produisent pas 1 gramme de soie et qui en consomment cependant 7.500.000 kilos, sous forme de produits manufacturés, soit 40 0/0 de la production

mondiale de la soie. Sur cette énorme quantité importée en Amérique, la France entre en part seulement pour 3 o/o.

Enfin, pour dire un mot de la concurrence étrangère, on peut faire quelques remarques.

D'abord, rien n'indique que la production de la soie augmente dans des proportions inquiétantes en Chine et au Japon, parce que la main-d'œuvre asiatique pourra être utilisée ailleurs que dans de nouvelles filatures ; et puis, avec les progrès de la civilisation on emploiera dans ces pays beaucoup plus de soie : donc la concurrence trouvera des éléments pondérateurs de sorte qu'aujourd'hui, oubliant tous les mots pessimistes de ceux qui n'espéraient plus en la filature, nous devons, confiants dans l'avenir, espérer que cette industrie si française va revivre son passé glorieux.

Vu : Le Président de la thèse,

TRUCHY

Vu : Le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

ANNEXES

*LOI relative aux encouragements spéciaux à donner à la
sériciculture et à la filature de la soie (1).*

Loi du 11 juin 1909

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté :

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — A partir du 31 mai 1909 jusqu'au 31 décembre 1929, il sera alloué aux sériciculteurs une prime de soixante centimes par kilogramme de cocons frais, qu'ils soient destinés à la filature ou au grainage.

Art. 2. — Dans chacun des départements séricicoles, il sera institué, par les soins du préfet, une commission de contrôle des primes à la sériciculture.

Pour faciliter le contrôle de cette commission, les emballages immédiats contenant des graines de vers à soie devront, au moment de la vente et de la mise en vente, porter sur une banderole de fermeture, en caractères connus et apparents, le nom et l'adresse soit du vendeur, ainsi que

1. *Journal officiel* du 13 juin 1909, p. 6442 et suiv.

l'indication, exprimée en grammes. du poids net des graines de vers à soie qu'ils contiennent, avec une tolérance maximum de 5 o/o.

Un décret, rendu sur le rapport du ministre de l'Agriculture et contresigné par le ministre des Finances, déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement de la commission ci-dessus prévue, ainsi que les conditions d'application de la présente loi en ce qui concerne la sériciculture.

Art. 3. — Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article précédent ou qui se sera rendu coupable d'une tentative de fraude pour l'obtention de primes à la sériciculture sera passible des peines portées à l'article 471 du Code pénal.

Quiconque se sera rendu coupable d'une fraude pour l'obtention des primes à la sériciculture sera passible des peines portées aux articles 1 et 7 de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice de la restitution de la prime indûment perçue.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à la présente disposition.

Art. 4. — A partir du 1^{er} juin 1909 jusqu'au 31 mai 1929, il sera alloué aux filateurs de soie, proportionnellement au travail annuel de la bassine, une prime de 400 francs, par bassine filant à plus de trois bouts, et une prime de 200 francs par bassine même à un bout, pour les filatures de cocons doubles.

Auront droit à la prime de 400 francs les bassines accessoires servant à la préparation de la bassine fileuse :

1° Dans les usines travaillant à plus de trois bouts et à moins de six bouts, à raison d'une bassine accessoire par trois bassines fileuses ;

2° Dans les usines travaillant à plus de cinq bouts, à raison d'une bassine accessoire par deux bassines fileuses.

En outre, dans les usines travaillant à plus de cinq bouts, il sera alloué, proportionnellement au travail annuel, une prime de 400 francs pour chaque service de noueuses ou rattacheuses desservant six bassines fileuses.

Toutefois, le montant des primes, liquidées trimestriellement à chaque filateur, ne pourra excéder, par kilo de soie filée dans l'ensemble de ses usines, 6 fr. 50 pendant les quatre premières années d'application de la loi ; 6 francs pendant les huit années suivantes et 5 fr. 50 pendant les huit dernières années d'application de la loi.

Sur le total des primes versées aux filateurs de soie, il sera prélevé 6 o/o pour la constitution d'un fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des usines qui sera réparti par l'État entre les sociétés de secours mutuels constituées par le personnel ouvrier des usines de filature.

Un règlement d'administration publique déterminera la nature et la quotité des secours, la circonscription de chaque société, leur mode d'administration, de gestion et de contrôle.

Les statuts de ces sociétés devront être approuvés par arrêtés ministériels, conformément aux dispositions du titre III de la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels.

Art. 5. — Le montant de la prime fixée par l'article 4 à 400 francs par bassine à plus de trois bouts sera réduit à 340 francs, et celui de la prime de 200 francs par bassine, même à un bout, pour les filatures de cocons doubles, sera réduit à 170 francs pour les bassines filant des cocons étrangers, avec un maximum inférieur de 1 franc au maximum établi par ledit article par kilo de soie filée.

A cet effet, il sera déduit du montant total de chaque liquidation trimestrielle de prime, calculée comme si, dans les bassines, il n'avait été filé que des cocons français, une somme de 25 centimes par kilo de cocons sec étrangers pris en charge dans l'ensemble des usines du filateur pendant le même trimestre.

Les cocons étrangers susceptibles d'être filés ne pourront circuler en France qu'en vertu d'acquets à caution garantissant leur prise en charge dans une filature de soie ou leur réexportation.

Art. 6. — En vue du contrôle du nombre des heures de travail et des quantités de soie filée, les filateurs devront tenir, dans chaque usine, un livre de filature dans des conditions uniformes qui seront déterminées par le règlement d'administration publique, et un registre dit de contrôle, sur lequel ils porteront, en conformité avec leur livre-journal, le poids net des cocons reçus ou revendus et le poids net des soies sorties de l'usine.

Le filateur certifiera la conformité de ces extraits avec son livre-journal.

Il sera constitué une commission chargée du contrôle tri-

mestriel des primes, et composée d'agents de l'État et de filateurs.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement de cette commission, ainsi que les conditions d'application de la présente loi, en ce qui concerne la filature de la soie.

Art. 7. — Les infractions aux dispositions réglementaires présentant seulement le caractère d'erreurs ou de négligences seront soumises à l'examen de la commission de contrôle prévue à l'article précédent et pourront entraîner, pour l'usine, la suppression du droit à la prime pendant une semaine et, en cas de récidive, pendant un mois ou un trimestre.

Quiconque se sera rendu coupable d'une fraude ou d'une tentative de fraude pour l'obtention de la prime sera, à l'avenir, déchu du droit à la prime, sans préjudice de la restitution de la prime indûment perçue, et sera passible des peines portées aux articles 1 et 7 de la loi du 1^{er} août 1905.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à la présente disposition.

Art. 8. — Pourront entraîner pour l'usine la suppression du droit à la prime pendant une semaine au moins et pendant un trimestre au plus, les infractions aux dispositions des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, qui auront fait l'objet de condamnations devenues définitives. La dite suppression du droit à la prime sera prononcée dans la même forme que celle prévue au paragraphe premier de l'article 7 de la présente loi.

Art. 9. — Le taux des primes ne pourra être modifié que par une loi. Un rapport sur les résultats de la présente loi sera publié au *Journal officiel* le 31 mai 1919, contenant un tableau des paiements effectués.

Art. 10. — Les frais de surveillance et de contrôle nécessaires pour l'application de la présente loi, en ce qui concerne les primes à la filature de la soie, sont à la charge des intéressés. Le montant en est recouvré au moyen d'une retenue fixée à 1 fr. 50 o/o, effectuée sur le montant de chaque liquidation de primes. La somme ainsi retenue est versée au Trésor public au titre des « produits divers du budget ».

Dans le cas où, par suite de modifications au chiffre des crédits votés pour les frais de surveillance ou au montant annuel des primes à la filature, la recette provenant de l'application du taux de 1 fr. 50 o/o sera inférieure au montant des dépenses de surveillance et de contrôle, un nouveau taux pourra être fixé par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce et de l'Industrie.

Art. 11. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris le 11 juin 1909.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie

JEAN CRUPPI

Le Ministre de l'Agriculture

J. RUAU

Le Ministre des Finances

CAILLAUX

DÉCRET, portant règlement d'Administration publique pour l'application en ce qui concerne les primes à la filature de la soie, de la loi du 11 juin 1909 relative aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie (1).

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du Commerce et de l'Industrie
et du ministre des Finances ;

Vu la loi du 11 juin 1909 relative aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie, et notamment l'article 6, ainsi conçu :

« En vue du contrôle du nombre des heures de travail et des quantités de soie filée, les filateurs devront tenir dans chaque usine un livre de filature dans des conditions uniformes qui seront déterminées par le règlement d'administration publique et un registre dit de contrôle sur lequel ils porteront, en conformité avec leur livre-journal, le poids net des cocons reçus ou revendus, et le poids net des soies sorties de l'usine.

« Le filateur certifiera la conformité de ces extraits avec son livre-journal. Il sera constitué une commission chargée du contrôle trimestriel des primes et composée d'agents de l'État et de filateurs.

* 1. *Journ. off.* du 28 septembre 1909, p. 9.787.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement de cette commission ainsi que les conditions d'application de la présente loi en ce qui concerne la filature de la soie » ;

Le Conseil d'État entendu,

Décète :

Article premier. — Les primes allouées aux filateurs de soie par la loi du 11 juin 1909 sont liquidées, dans les conditions déterminées ci-dessous, proportionnellement au nombre d'heures de travail accompli par les bassines et par les services de noueuses ou rattacheuses.

Art. 2. — Sous réserve de l'application des maxima fixés par l'article 4 de la loi du 11 juin 1909, il est alloué au filateur pour chaque heure de fonctionnement d'une bassine :

o fr. 13333 pour une bassine à plus de trois bouts ;

o fr. 13333 par bassine accessoire primée ;

o fr. 06666 par bassine même à un bout pour filature de cocons doubles.

Est compté comme un bout, pour l'application du présent règlement, l'assemblage des baves de cocons réunies dans la première filière placée immédiatement au-dessus de la bassine.

Il est, en outre, alloué au filateur o fr. 13333 par chaque heure de fonctionnement d'un service de noueuses ou rattacheuses. Quel que soit le nombre des services de noueuses, le montant des primes trimestriellement allouées pour le travail de ces services ne peut dépasser le sixième du mon-

tant des primes allouées pendant la même période, pour le travail des bassines fileuses à plus de cinq bouts.

Art. 3. — Pour ouvrir le droit à la prime, chaque bassine fileuse doit être menée par une ouvrière spéciale. Quel que soit le nombre des bassines accessoires servant à la préparation du travail des bassines fileuses à plus de trois bouts, le montant des primes trimestriellement allouées pour le travail de ces bassines ne peut dépasser le tiers du montant des primes allouées pendant la même période, pour le travail des bassines fileuses à moins de six bouts ou la moitié du montant des primes allouées pour le travail des bassines fileuses à plus de cinq bouts.

Pour ouvrir le droit à la prime, chaque bassine accessoire doit être menée par une ouvrière spéciale.

Toutefois, lorsque les bassines accessoires sont mues mécaniquement, le nombre des ouvrières qui les mènent peut être seulement du quart du nombre des bassines accessoires.

Art. 4. — Ne sont considérées comme bassines à plus de trois bouts, donnant droit à la prime, que les bassines chauffées à la vapeur et dont les guindres sont actionnés par un moteur mécanique.

Art. 5. — Les filateurs conservent l'intégralité de leurs droits à la prime pour les bassines en état de filer à plus de trois bouts, alors que ces bassines ne fileraient qu'à deux bouts ou à trois bouts, pourvus que les soies filées à deux bouts pèsent 1 gramme au minimum par 450 mètres de longueur (fils gros dits du titre 20 et au-dessus), et que les soies

filées à trois bouts pèsent au moins 85 centigrammes par 450 mètres de longueur (fils gros dits du titre 17 et au-dessus).

Ils conservent également l'intégralité de leurs droits à la prime pour les bassines en état de filer à plus de cinq bouts, alors même que ces bassines ne fileraient qu'à cinq ou quatre bouts, pourvu que les soies filées pèsent au moins 65 centigrammes par 450 mètres de longueur (fils dits du titre 13 et au-dessus).

Art. 6. — L'administration remettra à chaque filateur imposable comme tel à la contribution des patentes, et qui lui en fera la demande sur papier timbré, un registre nominatif trimestriel à souche pour les déclarations journalières, un livre de filature et un registre dit de contrôle, à feuilles numérotées.

Les modèles de ces livres et registres sont fixées par arrêté du ministre du commerce.

Les filateurs joindront à leur demande les indications suivantes sur leur outillage et sur l'organisation du travail;

1° Nombre des bassines fileuses à plus de trois bouts et à moins de six bouts ;

2° Nombre des bassines fileuses à plus de cinq bouts ;

3° Nombre des bassines accessoires en spécifiant si les opérations s'effectuent à la main ou mécaniquement ;

4° Nombre des services de noueuses ou rattacheuses ;

5° Nombre des bassines même à un bout pour filatures de cocons doubles.

Art. 7. — Pour l'application du présent règlement, la

journée de travail est divisée en périodes ou séances. Une affiche apposée en un endroit apparent dans l'usine indique l'heure du commencement et la durée de chacune de ses périodes. Une copie de cette affiche est adressée à l'inspecteur divisionnaire du travail et au directeur des contributions indirectes de la circonscription, qui devront être informés vingt-quatre heures à l'avance de toutes les modifications apportées à cette division de la journée de travail.

Art. 8. — Dans la première demi-heure de l'ouverture réglementaire de chacune des périodes de travail, le filateur ou son représentant inscrit sur la souche de la partie du registre de déclarations journalières afférentes à cette période et dans les blancs ménagés à cet effet :

1° La date du jour ;

2° L'heure d'ouverture de chaque séance de travail et celle de sa clôture ;

3° Le nombre d'heures de travail effectif ;

4° Le nombre des bassines fileuses en activité, le nombre des bassines accessoires en activité, en faisant ressortir le nombre des bassines mues mécaniquement et le nombre des services de noueuses ou rattacheuses en activité ;

5° Le titre filé par des bassines filant à deux, trois, quatre ou cinq bouts dans le cas prévu par l'article 5.

Le nombre des bassines mises en œuvre et celui des services de noueuses ou rattacheuses sont inscrits en toutes lettres.

Cette déclaration est signée et ne doit contenir ni rature ni surcharge.

Elle est reproduite sur le volant, suivant les dispositions prescrites par arrêté du ministre du Commerce.

Une demi-heure après l'ouverture de chaque séance, le volant séparé de la souche doit être déposé dans une boîte placée à l'entrée de l'usine et scellée au mur.

Cette boîte, dont le modèle est fixé par l'administration, est fermée par deux serrures.

La clef de l'une de ces serrures reste entre les mains de l'industriel. La clef de l'autre serrure est confiée à un agent de l'administration.

Art. 9. — En cas de chômage accidentel de l'usine pendant un jour ou une fraction de journée, la mention « chômage pour la séance » ou « pour la journée » doit être inscrite au plus tard à l'heure réglementaire sur la souche et le volant de chaque déclaration ordinaire. Le volant est déposé dans la boîte.

En cas de chômage prolongé de l'usine, le filateur peut s'affranchir de l'obligation de signer chaque jour pour les déclarations de chômage en renvoyant le registre au ministère du Commerce.

Art. 10. — Si par suite d'une circonstance fortuite, une ou plusieurs ouvrières quittent l'usine pendant une période réglementaire de travail sans être remplacées par d'autres ouvrières, la première déclaration est rectifiée par l'inscription immédiate, sur le registre, dans la colonne des observations, de l'heure du départ des ouvrières et de leur nom, ainsi que du nombre et de la nature des bassines qui viendraient à être mises ainsi en chômage.

Un bulletin de correction est, en même temps, déposé dans la boîte.

Art. 11. — Les filateurs possédant plusieurs usines doivent, pour chacune de ces usines, tenir un livre de filature et un registre de contrôle.

Art. 12. — Le livre de filature indique l'organisation et le développement du travail dans l'usine.

A cet effet, le filateur mentionne en tête du livre trimestriel et par chaque atelier :

1° Le numéro de chaque bassine fileuse, en indiquant le nombre des bouts qu'elle est en état de filer ;

2° Le numéro de chaque bassine accessoire, en spécifiant si elle est mue à la main ou mécaniquement et en indiquant les numéros des bassines qu'elle dessert ;

3° Le numéro de chaque service de noueuses en indiquant les numéros des bassines qu'il dessert.

En outre, le filateur inscrit jour par jour sur le livre :

1° Les noms des ouvrières concourant directement à la production de la soie par catégorie (fileuses à moins de six bouts, fileuses à plus de cinq bouts, batteuses, noueuses ou rattacheuses et leurs remplaçantes) et les numéros des bassines auxquelles elles sont affectées ;

2° Le nombre d'heures de fonctionnement de chaque bassine et de chaque service ;

3° Les pesées de soie qui auraient été successivement effectuées par bassine à chaque tombée de guindre en indiquant le titre de la soie filée.

A la fin de chaque semaine, ces chiffres partiels sont totalisés de manière à présenter :

1° Le total des heures de fonctionnement de chaque bassine ou service, et le nombre total des heures de fonctionnement dans chaque catégorie ;

2° Le total des pesées successives de soie et le total général de la soie produite pendant la semaine ;

Les colonnes d'heures de travail et de pesées des soies ne doivent contenir aucun blanc. Le filateur doit donc, soit inscrire à chacune des colonnes un chiffre d'heures ou un poids de soie, soit y tracer une croix épaisse s'opposant à toute inscription ultérieure.

A la fin du trimestre, les chiffres des heures de fonctionnement des bassines ou des services par catégorie et des pesées de soie de chaque semaine sont totalisés.

Les flottes de soie, correspondant à la dernière pesée inscrite sur le livre de filature, doivent être conservées, avec le numéro de l'ouvrière, dans le magasin de la filature à la disposition des agents de l'administration, jusqu'à la pesée suivante, sans que toutefois ce délai puisse excéder vingt heures, à partir de la fin de la journée, non compris les dimanches et jours fériés.

Ces agents peuvent faire procéder en leur présence, par le personnel de l'usine, au pesage des flottes de la dernière pesée pour s'assurer que leurs poids correspond à celui qui est inscrit dans la colonne des pesées. Ils peuvent également en cas de présomption d'erreur importante, se faire repré-

senter la soie en magasin et faire procéder au pesage de cette soie en leur présence par le personnel de l'usine.

Un extrait certifié conforme du livre de filature, indiquant pour chaque semaine : la liste nominative de toutes les ouvrières, la nature de leur emploi et le nombre d'heures de travail effectué par chacune d'elles, restera, pendant la semaine suivante et à partir du mercredi matin au plus tard, affiché dans une partie bien en vue de l'atelier.

Art. 13. — Le registre de contrôle indique la situation de l'usine au point de vue des entrées et des sorties des marchandises.

Sur la première feuille de ce registre, le filateur inscrit le poids net du stock des cocons et des soies existant dans le magasin de la filature au premier jour du trimestre.

Sont successivement inscrites à leurs dates dans chacune des colonnes du registre réservées à cet effet :

1° Les entrées ou sorties de cocons frais ou secs d'origine française et de cocons secs d'origine étrangère ;

2° Les sorties de soie filée.

En cas d'envoi de cocons étrangers déjà pris en charge par une filature à une autre filature, l'entrée doit être portée dans la colonne réservée aux cocons étrangers, mais en indiquant comme observation qu'ils ont été antérieurement nationalisés. Le registre mentionne également : 1° dans la filature qui reçoit les cocons, le nom et le lieu de la filature qui les envoie et, s'il est possible, la date et le numéro de l'acquit-à-caution en vertu duquel ils ont été autorisés à cir-

culer en France; 2° dans la filature qui les envoie, le nom et le lieu de la filature à laquelle ils sont destinés.

Dans les usines comprenant à la fois des ateliers de filature et des ateliers de moulinage, les soies filées entrées au moulinage doivent être inscrites comme sorties de la filature à leur date d'entrée dans l'atelier du moulinage.

A la fin de chaque semaine, le filateur relève, en outre, dans les colonnes réservées à cet effet, le poids net des cocons filés et le poids de la soie obtenue pendant la semaine.

Si le filateur exploite à la fois des bassines servant à la filature des cocons simples et des bassines servant à la filature des cocons doubles, le poids de la soie provenant de la filature des cocons simples et le poids de la soie provenant de la filature des cocons doubles sont inscrits dans deux colonnes distinctes.

A la fin du trimestre, le filateur fait ressortir sur le registre de contrôle la quantité de soie française et étrangère filée pendant le trimestre.

L'application des maxima fixés par l'article 4 de la loi du 11 juin 1909 sera faite séparément à ces deux catégories de soies.

A la fin du trimestre, le filateur inscrit le stock des cocons et des soies en magasin et clôt le registre de contrôle par la mention suivante : « Certifié en conformité des écritures qui sont énoncées au livre-journal, réserve étant faite, en ce qui concerne les soies, de la tolérance d'un écart de poids de 5 o/o correspondant, soit à la perte en condition, soit au déchet de moulinage.

Art. 14. — Les agents chargés d'assurer l'exécution des dispositions de la loi du 11 juin 1909 et du présent règlement relatives aux primes à la filature, sont désignés par les ministre du Commerce et de l'Industrie et choisis parmi les agents de l'administration des douanes et des contributions indirectes, les inspecteurs du travail et les vérificateurs des poids et mesures. Ces agents ont le droit d'entrer à toute heure de la journée dans les filatures de soie ayant réclamé le bénéfice des primes et dans les locaux annexes servant de magasins pour les cocons et les soies filées. Ils peuvent exiger la communication sur place des livres de journée et de paye de l'établissement ainsi que des livres d'achat des cocons et de sortie des soies filées. Ils peuvent également prélever des échantillons des titres filés dans les conditions de l'article 15 et faire établir les titres par le personnel de l'usine.

Art. 15. — A chacune de leurs visites, les agents de l'administration s'assurent de l'observation des prescriptions du règlement, vérifient l'exactitude des diverses déclarations imposées au filateur et apposent leur signature sur le registre de déclarations, sur le livre de filature et sur le registre dit « de contrôle ».

S'ils constatent une irrégularité, ils en rendent compte dans un rapport qui est transmis par la voie hiérarchique au ministre du Commerce et au ministre des Finances. S'ils constatent une fraude ou tentative de fraude, ils dressent un procès-verbal qui est transmis au parquet.

Un agent de l'administration est spécialement chargé, pour

chaque usine, de garder la clef de l'une des serrures de la boîte prévue à l'article 8.

A chacune de ces visites, cet agent ouvre la boîte en présence du filateur ou de son fondé de pouvoirs ; il en retire tous les volants qui y ont été déposés depuis sa dernière visite.

Après avoir classé ces bulletins par date, il les compare à la souche du registre et, s'il constate la conformité des écritures et du nombre, il donne au filateur décharge des volants dans la colonne d'observations de la souche portant la date de sa visite.

En cas de divergence du volant avec la souche ou de manquants, l'agent mentionne les irrégularités sur chacune des souches qu'elles concernent et en fait l'objet d'un rapport ou d'un procès-verbal.

Les volants, réunis en liasse et accompagnés d'un bordereau qui mentionne leur nombre, sont envoyés sous plis recommandé au ministère du Commerce.

Le registre des déclarations journalières n'est envoyé par le filateur au ministère du Commerce qu'après que l'agent de l'administration a vérifié et extrait de la boîte tous les volants afférents au trimestre écoulé.

Art. 16. — Les primes à la filature sont liquidées par trimestre.

Les filateurs adressent directement, sous pli recommandé, au ministre du Commerce et de l'Industrie, les pièces constatant le droit à la prime, savoir :

1° Un bulletin trimestriel récapitulatif faisant ressortir le

total des primes réclamées pour chaque espèce de bassines et pour chaque service de noueuses ou rattacheuses, calculées conformément aux prescriptions de l'article 2, et le poids de la soie filée dans l'usine avec l'indication du poids de la soie provenant de la filature des cocons doubles. Le filateur conserve comme titre la souche de ce bulletin ;

2° Un extrait du rôle des patentes pour l'année courante, et, en cas de mise en activité, en cours d'année, de nouvelles bassines, soit l'extrait du rôle supplémentaire des patentes, soit au moins un certificat du service des contributions directes, constatant que la déclaration en a été faite en temps utile ;

3° Le registre des déclarations journalières ;

4° Le livre de filature ;

5° Le registre dit de contrôle.

Ces trois registres doivent avoir conservé le nombre exact de feuilles numérotées qu'ils contenaient lors de leur remise par l'administration. En cas de non-représentation, même d'une seule de ces feuilles, il n'est pas procédé à la liquidation.

Ces pièces sont vérifiées par le service compétent qui propose au ministre l'approbation des états collectifs de dépense.

Dans les cas prévus par les articles 7, §§ 1 et 8 de la loi du 11 juin 1909, le ministre ne prend de décision définitive qu'après avis de la commission de contrôles.

Un extrait de l'état des dépenses approuvées est transmis au préfet du département avec les pièces comptables.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie adresse en même temps à chaque préfet une ordonnance de délégation en vertu de laquelle des mandats sont délivrés individuellement à chacun des filateurs.

Art. 17. — La commission de contrôle instituée par l'article 6 de la loi est nommée par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie et composée comme suit :

Membres de droit.

Le directeur général des douanes ou son délégué.

Le directeur général des contributions indirectes ou son délégué.

Le directeur des affaires commerciales et industrielles au ministère du Commerce et de l'Industrie ou son délégué.

Le directeur dans les attributions duquel rentre le service de la comptabilité du ministère du Commerce et de l'Industrie ou son délégué.

Membres nommés

Deux membres du conseil d'État, dont un conseiller d'État président de la commission ;

Un inspecteur des finances ;

Un inspecteur du travail ;

Cinq filateurs de soie ou anciens filateurs et cinq suppléants.

Deux auditeurs au conseil d'État sont adjoints à la commission comme rapporteurs.

Un secrétaire et un secrétaire adjoint sont choisis parmi

les chefs et sous-chefs de bureau du ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les membres ne faisant pas partie de droit de la commission sont nommés pour trois ans et peuvent être renommés.

La commission se réunit tous les trois mois sur la convocation du ministre du Commerce. Sur le rapport qui lui est présenté par les secrétaires et les rapporteurs, elle donne son avis sur la liquidation des primes réclamées par les filateurs, ainsi que sur les cas litigieux qui lui sont signalés par l'administration.

Art. 18. — Les cocons étrangers susceptibles d'être filés sont admis en entrepôt fictif dans les ports où cet entrepôt est autorisé, moyennant une soumission cautionnée d'en représenter les poids nets en mêmes quantités et qualités, sous les mêmes marques et numéros, à toute réquisition, ou de payer une somme de 50 centimes par kilogramme manquant.

Il sera toutefois admis un déchet de 10 o/o, tant par défaut de siccité lors des pesées que pour prélèvement d'échantillons.

Les cocons ne pourront être changés de magasin sans une déclaration préalable et un permis spécial de la douane.

Ils ne pourront sortir de l'entrepôt pour l'intérieur que sous le couvert d'un acquit-à-caution portant engagement de rapporter dans un délai de trois mois le certificat émanant, soit du service des douanes, soit de celui des contributions indirectes ou diverses, constatant, soit la prise en charge dans

une filature, soit la réexportation, ou de payer une somme de 50 centimes par kilogramme non apuré.

Le délai fixé pour la décharge de l'acquit-à-caution peut être, sur la demande motivée du soumissionnaire, prolongé d'une durée qui ne peut excéder trois mois par décision du ministre des Finances, sur avis conforme du ministre du Commerce.

Dans les villes où l'entrepôt fictif n'est pas autorisé, les cocons pourront être placés en entrepôt réel aux frais des destinataires jusqu'à la levée des acquits-à-caution applicables à leur transport en filature ou à leur réexportation.

Dans le cas d'envoi en filature, l'acquit-à-caution est déchargé sur le vu du certificat de prise en charge du filateur ou de son fondé de pouvoirs, dûment autorisé par le service des douanes ou des contributions indirectes.

Dans le cas de réexportation, l'acquit-à-caution est déchargé sur le vu du certificat du bureau de douane de sortie,

Après décharge de l'acquit-à-caution, constatant la prise en charge dans une filature, il en est envoyé un double au ministre du Commerce en vue de la liquidation des primes dues au filateur qui les a pris en charge.

L'entrée et le transport des échantillons de cocons d'un poids de 4 kilogrammes et au dessous ne sont soumis à aucune formalité.

Art. 19. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Art. 20. — Le ministre du Commerce et de l'Industrie et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 23 septembre 1909.

A FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

JEAN DUPUY

Le ministre des Finances,

GEORGES COCHERY

*DÉCRET portant règlement d'administration publique
déterminant les conditions d'organisation des sociétés
de secours mutuels constituées par le personnel ouvrier
des usines de filature et prévues par la loi du 11 juin
1909 relative aux encouragements spéciaux à donner à
la sériculture et à la filature de la soie.*

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du Commerce et de l'Industrie
et du ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Vu la loi du 11 juin 1909, relative aux encouragements

spéciaux à donner à la sériculture et à la filature de la soie, et notamment les dispositions suivantes de l'article 4 :

« Sur le total des primes versées aux filateurs de soie, il sera prélevé 6 o/o pour la constitution d'un fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des usines, qui sera réparti par l'État entre les sociétés de secours mutuels constituées par le personnel ouvrier des usines de filature.

» Un règlement d'administration publique déterminera la nature et la quotité des secours, la circonscription de chaque société, leur mode d'administration, de gestion et de contrôle.

» Les statuts de ces sociétés devront être approuvés par arrêtés ministériels, conformément aux dispositions du titre III de la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels » ;

Vu la loi du 1^{er} avril 1908 sur les sociétés de secours mutuels ;

Vu l'avis du ministre des Finances ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

Article premier. — Pour bénéficier des allocations prévues par l'article 4 de la loi du 11 juin 1909, les sociétés de secours mutuels formées par le personnel ouvrier des filatures de soie doivent se conformer aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898, faire approuver leurs statuts dans les conditions fixées par la dite loi et satisfaire, en outre, aux prescriptions du présent décret.

Art. 2. — La circonscription de chaque société ne peut dépasser les limites d'un arrondissement Exceptionnel-

lement, un canton limitrophe, situé dans un autre arrondissement, peut être rattaché à la circonscription.

Les membres participants de chaque société sont recrutés exclusivement parmi le personnel ouvrier des filatures comprises dans la circonscription.

La société doit admettre comme membre participant quiconque, faisant partie du personnel ouvrier des filatures comprises dans la circonscription, demande à s'affilier à ladite société. Elle ne peut exclure un de ses membres que dans les cas et pour les causes prévus par les statuts.

Nul ne peut être affilié à plusieurs sociétés admises à la répartition du fonds de secours et de maladie.

Les statuts définissent la circonscription de la société en se conformant au paragraphe 1 du présent article. Ils indiquent celles des filatures comprises dans cette circonscription et reproduisent les dispositions énoncées dans les deux paragraphes précédents.

Art. 3. — Chaque société reçoit, à titre de provision et pour assurer le fonctionnement du service, en attendant les liquidations périodiques, une subvention initiale calculée sur la base de 5 francs par membre participant et destinée exclusivement à couvrir les dépenses prévues par les statuts.

A la fin du premier trimestre et des trimestres suivants, le produit du prélèvement de 6 o/o sur les primes liquidées pendant le trimestre précédent est réparti entre toutes les sociétés au prorata des dépenses effectuées pour :

- 1° Les frais médicaux et pharmaceutiques ;
- 2° Les indemnités de maladie ;

3° Les indemnités de repos en cas d'accouchement ;

4° Les frais funéraires, les secours exceptionnels accordés aux orphelins mineurs ;

5° Les indemnités pour chômage involontaire par manque de travail.

Les dépenses admises en compte ne peuvent dépasser les limites fixées par les statuts ni excéder :

1 fr. 20 par journée de maladie et par journée de repos en cas d'accouchement :

60 centimes par journée de chômage jusqu'à concurrence de quinze jours par trimestre pour un même membre.

La subvention attribuée en exécution de loi du 11 juin 1909 est indépendante de celles qui sont attribuées aux sociétés de secours mutuels en vertu de la loi du 1^{er} avril 1898 et aux caisses de chômage, en vertu de l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905.

Toutefois, l'ensemble des subventions ainsi allouées chaque année ne peut dépasser 75 0/0 du montant des dépenses admises en compte pour chaque société. Un arrêté concerté entre le ministre du Commerce et de l'Industrie et le ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale déterminera les mesures propres à l'exécution de la présente disposition.

Art. 4. — Il est créé un fonds de réserve destiné, d'une part, à pourvoir au payement de la subvention initiale attribuée à titre de provision et, d'autre part, à venir en aide aux sociétés qui, par suite d'épidémie ou pour toute autre cause de force majeure, seraient momentanément hors d'état de remplir leurs engagements.

Ce fonds de réserve est constitué au moyen du prélèvement de 6 o/o opéré sur les primes avant l'application du présent décret. Il est augmenté, à chaque liquidation trimestrielle, des sommes qui n'auraient pu être attribuées par suite de l'application des maxima fixés à l'article précédent.

Art. 5. — Il est institué près le ministère du Commerce et de l'Industrie une commission de contrôle dont les membres sont nommés par un décret rendu sur le rapport du ministre des Finances, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Cette commission doit délibérer sur les allocations trimestrielles, sur l'emploi du fonds de réserve prévu à l'article 4 et sur les demandes de subventions exceptionnelles motivées par des circonstances de force majeure.

Art. 6. — Toute société qui demande à participer aux subventions doit adresser au ministère du Commerce et de l'Industrie, dans les dix jours qui suivent la clôture de chaque trimestre, un état énonçant :

- 1° Le montant des frais médicaux et pharmaceutiques ;
- 2° Le nombre et les dates des journées de maladie et le montant des indemnités journalières attribuées ;
- 3° Le nombre et les dates des journées de repos en cas d'accouchement et le montant des indemnités journalières attribuées ;
- 4° Le montant des frais funéraires et le montant des secours exceptionnels accordés aux orphelins mineurs ;
- 5° La situation de la caisse de chômage, le nombre et les

dates des journées de chômage et le montant des indemnités journalières attribuées.

En vue d'assurer le contrôle des allocations trimestrielles, les sociétés sont tenues de fournir au ministre du Commerce et de l'Industrie toutes les explications et justifications qui leur seront demandées et de laisser contrôler leur gestion par les agents que désigne à cet effet le ministre.

Art. 7. — Les infractions aux prescriptions du présent décret, l'inobservation des clauses des statuts, les irrégularités ou les abus de gestion peuvent faire exclure temporairement une société du bénéfice des dispositions dudit décret.

L'exclusion temporaire est prononcée par un arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie après avis de la commission du contrôle.

Art. 8. — Le ministre du Commerce et de l'Industrie et le ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 février 1910,

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

JEAN DUPUY

*Le ministre du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

RENÉ VIVIANI

STATUTS-MODÈLES (1)
POUR SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS APPROUVÉES
CONSTITUÉES ENTRE LES MEMBRES
DU PERSONNEL OUVRIER DES FILATURES DE SOIE

CHAPITRE PREMIER

Formation et but de la société

Article premier. — Une société de secours mutuels est établie à
sous le nom de.....

Sa circonscription s'étend à..... (2)

Sont comprises dans la circonscription les filatures ci-après :

..... (3)

1. Publiés par le Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.

2. Cette disposition, comme celle de l'alinéa suivant, n'aura à figurer que dans les statuts des sociétés formées parmi le personnel de plusieurs usines.

3. La circonscription de chaque société ne peut dépasser les limites d'un arrondissement. Exceptionnellement, un can-

Elle se recrute exclusivement parmi le personnel des filatures de soie comprises dans la circonscription de la société
..... (1)

Elle a pour buts (2) :

1° De fournir les soins médicaux et les médicaments à ses membres participants malades ou blessés ;

2° De leur payer une indemnité pendant la durée de l'incapacité de travail due aux maladies ou aux blessures dont ils peuvent être atteints ;

3° D'accorder aux femmes membres participantes des indemnités de repos en cas d'accouchement ;

4° D'accorder des secours aux membres participants infirmes ou incapables de travailler ;

5° D'allouer des secours exceptionnels aux orphelins mineurs des membres participants ;

6° De pourvoir aux funérailles des sociétaires ;

7° De payer aux sociétaires une allocation en cas de chômage involontaire par manque de travail.

ton limitrophe situé dans un autre arrondissement peut être rattaché à la circonscription.

La circonscription de la société doit être définie par les statuts, lesquels indiqueront celles des filatures qui y seront comprises.

1. Si la société est formée parmi le personnel d'une seule usine, ce texte devra être remplacé par le suivant : « Elle se recrute exclusivement parmi le personnel de l'usine de filature de soie (désigner la filature). »

2. La société peut supprimer l'un ou plusieurs des buts indiqués, si elle ne veut pas les poursuivre.

CHAPITRE II

Composition de la société. — Conditions d'admission.

Art. 2. — La société se compose des membres honoraires et de membres participants.

Art. 3. — Les membres honoraires sont ceux qui, par leurs souscriptions ou par des services équivalents, contribuent à la prospérité de la société sans participer à ses avantages. Ils ne sont soumis à aucune condition d'âge, de domicile, de profession ou de nationalité.

Art. 4. — Les membres participants sont ceux qui ont droit à tous les avantages assurés par la société, en échange du paiement régulier de leur cotisation.

Les mêmes avantages sont assurés à tous les membres participants, sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

Art. 5. — Tous les ouvriers, hommes, femmes ou enfants, peuvent faire partie de la société.

Les jeunes sociétaires peuvent assister aux assemblées, mais ne sont admis à voter qu'à partir de l'âge de seize ans.

Sont considérés comme enfants, au point de vue des avantages et des charges statutaires, les mineurs de seize ans des deux sexes.

Art. 6. — Les membres honoraires sont admis par le conseil.

Art. 7. — La société admet comme membre participant quiconque, faisant partie du personnel ouvrier des filatures

ci-dessus désignées (de la filature ci-dessus désignée) demande à s'y affilier.

Elle ne peut exclure un de ses membres que dans les cas et pour les causes prévus par les statuts.

Nul ne peut être affilié à plusieurs sociétés admises à la répartition du fonds de secours et de maladie constitué en vertu de la loi du 11 juin 1909.

CHAPITRE III

Administration

Art. 8. — La société est administrée par un conseil composé d'un président, de vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier et de administrateurs.

Ces fonctions sont gratuites.

Art. 9. — L'administration de la société ne peut être confiée qu'à des Français majeurs, de l'un ou de l'autre sexe, non déchus de leurs droits civils ou civiques, sous réserve, pour les femmes mariées, des autorisations de droit commun.

Art. 10. — Tous les membres du conseil sont élus au bulletin secret, en Assemblée générale, et ne peuvent être choisis que parmi les membres honoraires ou participants.

L'Assemblée générale désigne parmi eux les membres du bureau.

Il sont indéfiniment rééligibles.

Un scrutin spécial a lieu pour le président.

Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages. Au deuxième tour, l'élection

a lieu à la majorité relative ; dans le cas où les candidats obtiendraient un nombre égal de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.

Art. 11. — Le président est élu pour... ans.

Il est rééligible.

Les membres du conseil sont élus pour..... ans.

Le premier conseil procédera par voie de tirage au sort pour désigner ceux de ses membres qui seront soumis à la réélection au terme de chacune des années.

Il en sera de même du conseil qui serait élu à la suite d'une démission collective des administrateurs en exercice.

Il est pourvu provisoirement par le conseil au remplacement des membres décédés ou démissionnaires ; ses choix sont soumis à la ratification de la plus prochaine Assemblée générale.

Les administrateurs ainsi nommés ne demeurent en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à leurs prédécesseurs.

Art. 12. — Le président assure la régularité du fonctionnement de la société conformément aux statuts.

Il adresse, dans les trois premiers mois de chaque année, au préfet, indépendamment des documents qu'il doit annexer aux demandes de subventions spéciales :

1° La statistique de l'effectif de la société, du nombre et de la nature des cas de maladie de ses membres ;

2° Le compte rendu de la situation morale et financière de la société présenté par le conseil à l'Assemblée générale.

Il est chargé de la police des assemblées ; il signe tous les

actes, arrêtés ou délibérations ; il représente la société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Art. 13. — Un des vice-présidents seconde le président dans toutes ses fonctions.

Il le remplace en cas d'empêchement.

Art. 14. — Le secrétaire est chargé des convocations, de la rédaction des procès-verbaux, de la correspondance et de la conservation des archives. Il tient le registre matricule des membres de la société et présente au conseil les demandes d'admission.

En cas de maladie d'un membre participant, le secrétaire avise le médecin et les visiteurs en fonctions.

Il règle tout ce qui a rapport aux funérailles.

Art. 15. — Le trésorier fait les recettes et les paiements ; il tient les livres de la comptabilité.

Il est responsable de la caisse contenant les fonds et les titres de la société.

Il paie sur mandats visés par le président.

Il délivre aux sociétaires, au moment de leur admission, des cartes ou livrets sur lesquels est constaté le paiement des cotisations.

En ce qui concerne les titres et valeurs au porteur, il se conforme à l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Il touche, avec l'autorisation du conseil, le montant du remboursement des rentes ou valeurs nominatives qui seraient amorties.

Sur la décision du conseil, il peut vendre les valeurs mobi-

lières jusqu'à concurrence d'une somme fixée annuellement par l'Assemblée générale.

Il peut, avec l'autorisation du conseil, signer toutes feuilles de conversion, de transfert ou de remboursement, consentir l'annulation de tous titres ou certificats nominatifs, faire toutes déclarations, acquitter tous impôts, etc.

Art. 16.— Les visiteurs sont chargés de visiter les malades, de leur porter l'indemnité statutaire et de s'assurer qu'ils reçoivent les soins que leur doit la société.

Ils sont choisis par le conseil parmi les membres participants.

Art. 17. — Le conseil se réunit chaque fois qu'il est convoqué par le président et au moins tous les mois.

La convocation est obligatoire quand elle est demandée par la majorité des membres du conseil.

Le conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres qui le composent statutairement assiste à la séance.

Art. 18. — La société se réunit en Assemblée générale une ou plusieurs fois par an pour entendre la lecture des rapports qui lui sont présentés et statuer sur les questions qui lui sont soumises par le Conseil.

En outre, le président peut toujours convoquer une Assemblée générale dans les cas graves et urgents.

La convocation est obligatoire quand elle est demandée soit par le quart des membres de la société ayant le droit de vote, soit par la majorité des membres du conseil.

Art. 19. — L'Assemblée générale qui délibère dans les

cas autres que ceux qui sont prévus dans l'article qui suit doit être composée du quart au moins des membres de la société présents ou représentés. Si elle ne réunit pas ce nombre, la délibération est ajournée ; une nouvelle assemblée est convoquée dans le délai d'un mois au plus et elle délibère valablement, quel que soit le nombre des sociétaires présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Art. 20. — L'Assemblée générale extraordinaire qui délibère sur les modifications aux statuts doit être composée du quart au moins des membres de la société.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

L'Assemblée générale extraordinaire qui statue sur les acquisitions, ventes ou échanges d'immeubles, doit être composée de la moitié au moins des membres de la société ayant le droit de vote, présents ou représentés, et ne peut statuer qu'à la majorité des trois quarts des voix.

Art. 21. — Est nulle et non avenue toute décision prise dans une réunion de l'Assemblée générale ou du conseil qui n'a pas fait l'objet d'une convocation régulière ou portant sur une question qui ne figurait pas à l'ordre du jour.

Art. 22. — Toute discussion politique, religieuse ou étrangère au but de la Mutualité est interdite dans les réunions du conseil et de l'Assemblée générale.

Il est interdit aux membres du conseil de se servir de leur titre en dehors des fonctions qui leur sont attribuées par les statuts.

CHAPITRE IV

Organisation financière

Art. 23. — Les recettes de la société sont :

- 1° Les cotisations des membres participants ;
- 2° Les cotisations des membres honoraires ;
- 3° Les dons et legs dont l'acceptation a été approuvée par l'autorité compétente ;
- 4° Les subventions accordées par l'État, le département, la commune ou les particuliers ;
- 5° Le produit des fêtes, collectes, etc. , organisées au profit de la Société ;
- 6° Les intérêts produits par les fonds placés .

Art. 24. — Les dépenses sont :

- 1° Les frais médicaux ;
- 2° Les frais pharmaceutiques ;
- 3° Les indemnités quotidiennes et les indemnités de repos de quatre semaines après les couches ;
- 4° Les secours accordés aux membres participants malades, blessés, infirmes ou incapables de travailler, et aux familles des membres participants décédés ;
- 5° Les frais funéraires ;
- 6° Les allocations en cas de chômage involontaire par manque de travail ;
- 7° Les frais de gestion .

Art. 25. — Le trésorier ne peut conserver en caisse une somme supérieure à francs.

L'excédent doit être placé à la Caisse des Dépôts et Consignations en compte-courant disponible.

CHAPITRE V

Obligations envers la société

Art. 26. — Les membres participants s'engagent au paiement d'une cotisation mensuelle pour les soins médicaux, médicaments, indemnités journalières, secours, frais funéraires et frais de gestion. Cette cotisation sera de..... pour les hommes, de..... pour les femmes, de..... pour les enfants.

Les membres participants s'engagent, en outre, au paiement d'une cotisation spéciale pour les allocations en cas de chômage involontaire : cette cotisation sera, par mois, de..... pour les hommes, de..... pour les femmes, de..... pour les enfants.

Art. 27. — Les membres honoraires paient une cotisation dont le minimum est de..... francs.

Art. 28. — Chaque membre participant est obligé, sauf le cas de force majeure, de se rendre aux Assemblées générales et à toutes les convocations statutairement faites.

Art. 29. — Les membres participants qui ont été blessés en dehors des cas prévus par la loi du 9 avril 1898 jouissent des mêmes avantages que les membres atteints de maladie.

Les membres participants victimes d'un accident régi par

la loi du 9 avril 1898 ne reçoivent ni soins médicaux, ni médicaments, ni indemnité journalière (1).

CHAPITRE VI

Obligations de la société

Première Section

Secours en cas de maladie. — Frais funéraires. — Secours exceptionnels.

Art. 30. — Les membres participants malades ont droit aux soins médicaux et aux médicaments pendant toute la durée de leur maladie.

Ils ont droit, en outre, pendant la durée de la maladie et au maximum pendant six mois, à une indemnité quotidienne en argent de..... pour les hommes, de..... pour les femmes et de..... pour les enfants (2).

Lorsque à l'expiration des six mois, le malade n'est pas

1. Cet alinéa pourrait être remplacé par le texte ci-après :
« Les membres participants victimes d'un accident régi par la loi du 9 avril 1898 et qui auront reçu de la société les soins médicaux, les médicaments et l'indemnité journalière, doivent, dans la limite des dépenses faites, en opérer le remboursement à la caisse sociale jusqu'à concurrence des sommes perçues du chef d'entreprise responsable. »

2. Les dépenses admises en compte pour la répartition des subventions prévues par la loi du 11 juin 1909 ne peuvent dépasser les limites fixées par les statuts ni excéder 1 fr. 20 par journée de maladie.

rétabli, le conseil décide si l'indemnité quotidienne peut lui être conservée et dans quelle mesure.

Art. 31. — Les couches des femmes donnent droit aux mêmes soins médicaux et pharmaceutiques que la maladie, avant et pendant l'accouchement, ainsi que pendant la période de repos qui le suit selon les indications du médecin. La sociétaire reçoit, en outre, une indemnité de..... par jour (1) pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement, à la condition qu'elle ne se livre à aucun travail.

Une prime fixe de..... francs sera accordée au lendemain de la naissance de l'enfant et une allocation spéciale de..... par jour sera accordée, pendant six mois, aux mères qui allaiteront leur enfant.

Art. 32. — Tout malade rencontré hors de chez lui sans être autorisé à sortir, celui qui a pris les médicaments ou des aliments contraires aux ordonnances des médecins, celui qui commet des excès alcooliques, cessent de recevoir les secours statutaires.

Ces secours cessent également d'être accordés au malade qui a repris l'exercice de sa profession ou qui se livre à tout autre travail non autorisé par le médecin.

Art. 33. — Aucun secours n'est dû pour les maladies causées par l'intempérance ni pour les blessures reçues dans

1. Les dépenses admises en compte pour la répartition des subventions prévues par la loi du 11 juin 1906 ne peuvent dépasser les limites fixées par les statuts ni excéder 1 fr. 20 par journée de repos en cas d'accouchement.

une rixe lorsqu'il est prouvé que le membre participant a été l'agresseur, ni pour les blessures reçues dans une émeute à laquelle il aura pris une part volontaire.

Art. 34. — Le service médical et pharmaceutique est réglé par le Conseil qui désigne les médecins et les pharmaciens.

Les médicaments ne sont fournis par le pharmacien que sur la présentation de l'ordonnance du médecin, portant le nom du membre participant malade.

Les médecins devront, autant que possible, éviter de prescrire des spécialités, des eaux minérales et autres médicaments de luxe, toutes les fois que ces médicaments peuvent être remplacés par des préparations également efficaces, quoique moins coûteuses.

Art. 35. — Les opérations de grande chirurgie restent en dehors des soins médicaux et pharmaceutiques accordés par la Société.

Art. 36. — La Société pourvoit aux frais funéraires occasionnés par le décès de ses membres participants.

Ces frais ne peuvent dépasser.....francs
.....membres participants sont convoqués pour assister aux obsèques des membres honoraires et participants décédés dans la commune où ils résident.

Art. 37. — Des secours exceptionnels peuvent être accordés aux membres participants malades, blessés ou infirmes et à leur famille, en cas de besoin urgent.

Des secours de même nature peuvent également être accordés aux orphelins mineurs des membres participants.

Art. 38. — Une allocation renouvelable de.....
peut être accordée aux membres participants devenus
infirmes ou incapables de travailler.

SECTION II

Allocutions en cas de chômage involontaire par manque de travail

Art. 39. — Tout membre participant en état de chômage
involontaire par manque de travail a droit pendant....
.....à une allocation quotidienne en argent de.....
pour les hommes, de.....pour les femmes, et, de.....
pour les enfants (1).

CHAPITRE VII

Radiation. — Exclusion

Art. 40. — Cessent de faire partie de la Société les membres
qui cessent d'appartenir au personnel de la filature (des
filatures) de soie ci-dessus désignée (désignées).

Cessent également de faire partie de la Société les membres
qui n'ont pas payé leur cotisation depuis.....mois.

Cependant, il peut être sursis par le Conseil à l'application
des dispositions du précédent alinéa pour les membres par-

1. Les dépenses admises en compte pour la répartition des
subventions prévues par la loi du 11 juin 1909 ne peuvent
dépasser les limites fixées par les statuts, ni excéder 0 fr. 60
par journée de chômage.

De plus, l'indemnité ne peut être servie que pendant quinze
jours par trimestre au maximum à un même membre.

ticipants qui prouvent que des circonstances indépendantes de leur volonté les ont empêchés d'effectuer le paiement de leur cotisation.

Art. 41. — Le membre participant appelé sous les drapeaux qui a acquitté ses cotisations jusqu'au moment de son départ reste inscrit sur les contrôles de la Société pendant la durée de son service militaire actif sans avoir rien à payer. Pendant cette période, il n'a pas droit aux secours déterminés par les statuts. Un an après l'expiration de son service, s'il n'a pas repris le paiement de ses cotisations, sa radiation a eu lieu d'office.

Art. 42. — L'exclusion est prononcée en Assemblée générale sur la proposition du Conseil et sans discussion :

1° Contre les Sociétaires qui seraient définitivement frappés d'une condamnation infamante ;

2° Contre ceux qui se seraient rendus coupables d'un acte contraire à l'honneur ou auraient une conduite déréglée, notoirement scandaleuse ;

3° Contre ceux qui auraient causé aux intérêts de la Société un préjudice volontaire et dûment constaté.

Dans les cas prévus par le présent article, le membre participant dont l'exclusion est proposée est invité à se présenter devant le Conseil pour être entendu sur les faits qui lui sont imputés ; s'il ne se présente pas au jour indiqué, une nouvelle invitation lui est adressée par lettre recommandée ; s'il s'abstient encore de s'y rendre, son exclusion est, sans autre formalité, proposée à l'Assemblée générale.

Art. 43. — La démission, la radiation et l'exclusion ne donnent droit à aucun remboursement en espèces.

CHAPITRE VIII

Modifications aux statuts. — Dissolution Liquidation

Art. 44. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil ou sur celle de.....Sociétaires au moins.

Toute modification aux statuts sera notifiée et publiée conformément à l'article 4 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Art. 45. — La dissolution ne pourra être prononcée que dans une assemblée convoquée conformément aux prescriptions légales et qui ne pourra statuer qu'à la majorité des deux tiers des membres présents et à la majorité des membres inscrits.

Art. 46. — En cas de dissolution, la liquidation s'opérera suivant les prescriptions de l'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1898.

BIBLIOGRAPHIE

- Question technique : traités de Fred. Boullenois ; de Malpighi (traduction Maillot) ; de Paul Francezon : note pour servir à l'étude de la soie. Lyon, 1880.
- GIRAUD. — Les Origines de la Soie. Son histoire chez les peuples d'Orient, Lyon, 1883.
- JUGLAR (C.). — Des Crises commerciales.
- LAURENT DE L'ARBOUSSET.
- LEVASSEUR (E.). — Questions ouvrières et industrielles en France sous la troisième République. Précis d'Économie politique. Le Salariat.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Le Travail des femmes au XIX^e siècle. Traité théorique et pratique d'Économie politique.
- MAROUSSEIN (Pierre du).
- MAILLOT. — Leçons sur le Ver à soie du mûrier. Montpellier, 1885.
- RONDOT. — L'Art de la soie. Les Soies, 1887. Rapport du Jury international. Exposition universelle internationale, 1878. Imprimerie nationale, 1885.
- SENN (O.). — Revue politique et parlementaire (crise cotonnière), juillet 1903.
- VIGNON. — La Soie, Paris, 1890. Moniteur des soies de Lyon. Bulletin des soies et soieries.
- VILLERMÉ. — Tableau de l'État physique et moral des

ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie.

VINCENS (Jean-César) et BEAUMES. — Topographie de la ville de Nîmes, 1802.

Débats parlementaires : Journal officiel, mai 1909.

- Compte rendu des opérations de la condition publique des soies, laines et cotons de Lyon, édité par la Chambre de commerce de Lyon.
 - Compte rendu de l'Association générale des délégués de l'Union et de la réunion générale du 20 mars 1906, par l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France.
 - Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon.
 - Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger publiée par le Syndicat de l'Union des Marchands de soie de Lyon.
 - Rapports des inspecteurs du travail au ministère du Commerce et de l'Industrie.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Approvisionnements</i>	5
Le cocon est la seule et unique matière première de la filature ; il est récolté en Orient aussi bien qu'en Occident. — Importance des approvisionnements dans une industrie. — La filature a deux marchés où s'approvisionner :	
a) Le marché national : caractéristique. — Différence entre le marché d'aujourd'hui et celui d'autrefois. — Ses ressources. — Rôle du courtier.	
b) Le marché étranger : avantages que ce marché offre au filateur.	
Mesures prises pour développer la production séricicole française. — Statistique pour la France : du rendement de l'once de graines de cocons ; de la production totale de cocons, et du nombre des sériciculteurs pendant ces douze dernières années. — Comment la sériciculture pourra-t-elle redevenir prospère ?	
CHAPITRE II. — <i>La Filature</i>	29
Localisation de l'industrie du filage des cocons en France. — Origine de cette industrie. — Ses développements. — Diverses opérations du filage des cocons. — Prix de revient du kilo de soie. — Situation particulière du filateurs : il travaille	

souvent pour un tiers, et la loi sur les primes lui impose certaines obligations. — Statistique du nombre de filatures et de bassines en France et tableau du prix de revient du kilo de soie en France.

CHAPITRE III. — *La Vente*. 55

La concurrence des soies étrangères. — Rôle des intermédiaires dans la vente. — Le conditionnement des soies. — Statistique du prix de vente du kilo de soie depuis 1892. — La filature ne pourrait pas vivre sans les primes. — Système douanier de 1888. — Les primes. — Lois de 1892, de 1898, de 1909 : critique. — Statistique du montant total des primes payées à la filature de soie et du montant de la prime par kilo de soie depuis 1892.

CHAPITRE IV. — *Les Ouvriers dans la filature de la soie*. 77

On n'emploie que des femmes dans les filatures. — Qualités et défauts des fileuses. — Mauvaise situation matérielle de l'ouvrière. — Il n'y a pas d'apprentie dans les filatures. — Salaire minime de la femme. — Question de la réduction des heures de travail. — Législation ouvrière : loi sur le repos hebdomadaire, loi 1909 pour les femmes en couches. — Formation des sociétés de secours mutuels encouragées par l'article 4, loi 1909. — Loi 1898 sur les accidents. — Loi 1905 sur les infirmes et les indigents. — Loi 1884 sur les syndicats professionnels. — Lois 1892 et 1900 assurant l'hygiène et la sécurité des ouvriers dans l'industrie. — Les filatures sont soumises à la surveillance des inspecteurs du travail. — Les conseils de prud'hommes. — Syndicats de patrons.

CONCLUSION. 101

	Pages
ANNEXES	105
I. — Loi du 11 juin 1909 accordant des primes à la sériciculture et à la filature.....	105
II. — Décret du 28 septembre 1909 pour l'applica- tion de la loi du 11 juin 1909.....	111
III. — Décret du 26 février 1910 pour la formation des sociétés de secours mutuels prévues par la loi du 11 juin 1909.....	127
IV. — Statuts modèles pour les sociétés de secours mutuels approuvées, constituées entre les membres du personnel ouvrier des filatures de soie	133

